

Etude sur le paysage médiatique à Madagascar

Septembre 2021



Table des Matieres

Acronymes	2
Introduction	3
Au sujet d'Internews	3
Objectif de cette étude	3
Méthodologie :	4
Résumé exécutif	5
Cadre juridique et liberté de la presse	8
Evolution du cadre juridique	8
Dégradation de la liberté de la presse ?	10
Sujets et thèmes tabous	15
Présentation du paysage médias	16
Manque de données et « assainissement » du paysage médiatique	16
Propriété et indépendance des médias	17
Espace polarisé reflet des tensions politiques	20
Presse écrite	22
Radios	26
TV	35
Médias en ligne et réseaux sociaux	38
Capacités et autres besoins du secteur	42
Profil des journalistes et perception de la profession	42
Formations et besoins des formations des journalistes	44
Associations professionnelles des médias	46
Besoins d'information et Relations avec les communautés	48
Fausses informations et fact checking	52
Impact du Covid	53
Conclusions	54
Annexe 1 : Notices biographiques	57



Acronymes

Centre de commandement opérationnel (CCO)
Centres régionaux de commandement opérationnel de lutte contre le Covid 19 (CRCO)
Centre hospitalier universitaire (CHU)
Centre de Recherches en Communication (CERCOM)
Communication, Médiation, Médias, Organisations (COMMO)
Communication Idea Development (CID)
Coronavirus disease 2019 (COVID-19)
Ecole Supérieure Spécialisée du Vakinankaratra (ESSVA)
Feo Mazava Atsinanana (FMA)
Friedrich-Ebert-Stiftung (FES)
Juniors Reporters Clubs (JRC)
Malagasy Broadcasting System (MBS)
Multiple Indicator Cluster Survey (MICS)
Ministère de la Culture et de la Communication (MCC)
Observatoire de la vie publique (SeFaFi)
Ordre des Journalistes de Madagascar (OJM)
Organisations Non Gouvernementales (ONG)
Plate-Forme Nationale des Organisations de la Société civile de Madagascar (PFNOSCM)
Radio Don Bosco (RDB)
Radio Nasionaly Malagasy (RNM)
Radio Tsioka Vao (RTV)
Reporters Sans Frontières (RSF)
Sekoly Ambony momba ny Ita sy ny Serasera / École Supérieure d'Information et de Communication (SAMIS-ESIC)
Télévision Numérique Terrestre (TNT)
Televiziona Malagasy (TVM) Télévision nationale
Unité Monitoring des Médias (UMM/INCIPALS)



Introduction

Au sujet d'Internews

Internews est une organisation non gouvernementale qui se consacre au développement des médias dans plus de 120 pays. En partenariat avec les médias locaux et la société civile, Internews améliore l'accès et la qualité de l'information disponible localement. Dans un esprit d'innovation et d'entreprise, Internews facilite l'adaptation des médias classiques et nouveaux aux besoins en information des populations vivant dans un environnement difficile. En Afrique subsaharienne, Internews met en œuvre plus d'une trentaine de programmes dans le domaine des médias et de la participation citoyenne, notamment celle des femmes, la liberté de la presse et l'accès à l'information, la formation de journalistes, les initiatives de vérification des faits et lutte contre la désinformation, le renforcement des capacités des entreprises médiatiques notamment sur leurs modèles économiques et la mise en place d'échanges d'information entre décideurs publics, journalistes, organisations de la société civile et citoyens.

Objectif de cette étude

Cette étude a été réalisée par l'équipe régionale d'Internews, de janvier à août 2021, sous la direction du Directeur régional Afrique d'Internews, Brice Rambaud. Nous sommes particulièrement reconnaissant des contributions des organisations suivantes, l'Ordre des journalistes de Madagascar (OJM), Ilontsera, la Coalition des radios Madagascar, Communication Idea Development (CID) Madagascar, le département de régulation des médias du ministère de la Culture et de la Communication et tous les médias qui ont participé à cette étude. Le but de cette évaluation est de fournir des informations actualisées sur l'état du secteur des médias à Madagascar, et chercher à explorer les questions de recherche suivantes :

- Quels sont les besoins des médias et des professionnels des médias pour favoriser la pratique d'un journalisme de meilleure qualité répondant aux besoins d'information des Malgaches et enjeux de développement du pays ?
- Dans quelle mesure les cadres juridiques et réglementaires des médias sont-ils favorables aux médias et aux journalistes ?
- Quels sont les facteurs et conditions qui pourraient favoriser un écosystème de l'information plus sain à Madagascar ?

L'évaluation fournit des informations sur les forces organisationnelles des médias, les faiblesses et les besoins ; la capacité des organes médiatiques à collecter et diffuser des informations et du contenu à son public et comment ils répondent à leurs divers besoins d'information ; la capacité professionnelle des journalistes, des rédacteurs en chef et des gestionnaires ; le cadre juridique et réglementaire ; l'impact du COVID-19 sur le



fonctionnement des médias. La présente étude aspire à identifier des domaines d'intervention qui permettraient l'émergence d'un secteur médiatique plus dynamique répondant aux besoins d'information des Malgaches.

Méthodologie :

Cette étude a employé une méthodologie mixte intégrant conjointement des éléments quantitatifs et qualitatifs. Pour les aspects qualitatifs, la recherche a réalisé des entretiens avec des informateurs clés, des discussions de groupe, des observations dans le cadre de visites de terrain et une recherche documentaire approfondie. Les méthodes qualitatives ont fait appel à des outils flexibles (guide d'entretien semi-structuré, check-list, questionnaire ouvert). Pour la méthode quantitative, deux enquêtes structurées sur les besoins des radios et des professionnels des médias ont été réalisées.

Entretiens qualitatifs

25 entretiens qualitatifs ont été réalisés, afin d'obtenir davantage d'informations de la part des acteurs de l'industrie. Parmi eux, 13 étaient des professionnels des médias (journalistes, correspondants étrangers, caricaturistes, rédacteurs et directeurs), 7 acteurs de la société civile dans le secteur des médias, 2 représentants du secteur académique, 2 spécialistes et observateurs des médias, et 2 régulateurs. Neuf personnes interrogées sont des femmes. Un échantillonnage raisonné a été utilisé pour sélectionner des représentants des principales institutions médiatiques et des journalistes ainsi que des représentants de la société civile pour participer à cette évaluation.

Discussions de groupe

En raison des restrictions sanitaires, Internews a conduit un seul groupe de discussion avec les représentants (journalistes, animateurs et rédacteurs en chef) des radios de la ville de Fort Dauphin et de la province d'Anosy (10 participants).

Observation

Des visites dans les différents types de médias ont été réalisées afin d'observer l'environnement et les conditions techniques dans lesquels les médias opèrent. 18 visites et observations de terrain ont été réalisées (1 média en ligne, 2 organes de la presse écrite, 3 chaînes de Télévision et 12 stations de radio). Les visites et les observations étaient semi-structurées et guidées par une check-list. L'observation donne une connaissance de première main et permet de corroborer certaines informations collectées au cours des entretiens qualitatifs.

Recherche documentaire

Internews a mené une recherche documentaire extensive sur le paysage médiatique malgache et son cadre juridique. Cela comprenait une revue de littérature et un état des lieux des sources en ligne. La recherche documentaire a servi de base solide pour poser le contexte avant les entretiens qualitatifs et la collecte des données mais aussi à



comprendre les évolutions historiques et transformations du secteur médias sur ces dix dernières années. Une notice biographique se trouve en Annexe 1.

Enquêtes

Deux enquêtes ont été réalisées pour comprendre les enjeux, les obstacles, les opportunités et les besoins des professionnels des médias et des stations de radio. 27 stations de radio ont participé à l'enquête sur les besoins des radios. 26 professionnels des médias (dont 7 femmes) ont répondu à l'enquête sur les besoins des journalistes. Ces enquêtes ont permis de dégager des éléments statistiques mais aussi de compléter et confirmer certaines tendances relevées par les méthodes qualitatives et ce malgré les limitations posées par la taille de l'échantillon et le nombre de répondants.

Résumé exécutif

A Madagascar, les médias et les journalistes se confrontent **à un cadre juridique ambigu qui garantit et limite à la fois l'exercice de la liberté d'expression**. Certaines notions « d'atteintes à la sécurité de l'Etat », "diffamation", "diffusion de fausses nouvelles" ou encore « incitation à la haine » sont bien souvent laissées à l'appréciation du juge et utilisées à l'encontre des journalistes. **L'Etat continue d'utiliser un arsenal de mesures de rétorsion** (Emprisonnement de journalistes, suspension de publications, intimidations et pressions, etc.) à l'encontre des journalistes et des médias.

L'état général de la liberté de la presse et d'expression est **faiblement documenté et monitoré**. **L'autocensure reste la norme dans la pratique d'un journalisme** contraint par des lignes éditoriales très directives. Le harcèlement en ligne par des sympathisants du pouvoir ou d'autres factions politiques semble être aussi un phénomène émergent qui nuit à la protection des journalistes **qui n'ont aucune notion de sécurité digitale**. De nombreux sujets et thèmes tabous sur la gouvernance, les cas de corruption, le trafic de ressources naturelles sont difficiles à aborder pour les journalistes. **Avec l'état d'urgence décrété dans le cadre de la riposte sanitaire contre le Covid 19, les autorités malgaches ont pris des mesures parmi les plus contraignantes pour les médias en Afrique**.

Selon les estimations, **il y aurait une quarantaine de journaux quotidiens et de magazines, plus de 300 radios, une trentaine de chaînes de télévision ainsi qu'une dizaine de médias en ligne**. Le ministère de la Culture et de la Communication (MCC) serait sur le point de mettre en place l'Autorité Nationale de Régulation de la Communication Médiatisée et de lever la suspension de la délivrance de nouvelles licences d'exploitation effective depuis 2010. La grande majorité des médias appartiennent à des hommes politiques ou à des partis politiques dont ils reflètent les intérêts. Un phénomène de concentration de la propriété se manifeste et s'accélère avec l'apparition de grands groupes médias. Cette configuration du paysage médiatique **se traduit par un contrôle des patrons de presse qui imposent leur ligne éditoriale et par une polarisation exacerbée qui divise de façon quasi-manichéenne la presse**



d'opposition et la presse pro-gouvernementale. Le début de l'année 2021 a connu une crispation inquiétante des tensions politiques qui se sont transposées dans les contenus bellicistes des médias. Il est inquiétant de constater cette détérioration alors que la prochaine élection présidentielle se déroulera seulement fin 2023. Plusieurs observateurs du paysage médiatiques **soulignent le manque d'opportunités de débats et d'espaces de dialogue dans les médias.**

La presse écrite reste **cantonnée à la capitale et l'apanage de l'élite politique et économique** de la ville. Les journaux restent marginaux dans les villes en province du fait des difficultés et retards de distribution. Selon le sondage MICS Madagascar 9% d'hommes et 8% de femmes sont exposés aux journaux. Elle est le média par excellence **vecteur d'intérêts politiques et économiques et faiseur d'opinion.** La presse écrite n'a que timidement amorcé une transition numérique.

Le paysage radiophonique se partage entre **la radio nationale Radio Nasionaly Malagasy (RNM) qui a l'exclusivité de la couverture nationale, les radios commerciales, associatives et confessionnelles** qui sont limitées officiellement dans leur couverture locale à 150km. **Il n'existe pas de radios communautaires avec un statut juridique propre.** Au même titre que les autres médias, la radio est utilisée comme un instrument de propagande politique et nombreux sont les notables et politiciens locaux qui sont propriétaires d'une station. Malgré cela le paysage radiophonique demeure par bien des aspects **le seul espace où des médias indépendants peuvent opérer.** La radio reste la 1^{ère} source d'information pour les Malgaches et surtout la plus accessible en province et en milieu rural. D'après MICS, 49% d'hommes et 41% de femmes déclarent être exposés à la radio. La majorité des radios opèrent avec des **équipements rudimentaires qui rencontrent de nombreux dysfonctionnements, sans pouvoir compter sur des techniciens qualifiés.**

D'après MICS, l'exposition à la télévision touche moins d'un quart des hommes ou des femmes (23% de femmes et d'hommes). **S'il reste le média le plus suivi au niveau de la capitale, la télévision est une source d'information marginale en province.** A bien des égards, la télévision partage les mêmes contraintes que les radios en termes de difficultés de maintenance, du manque d'équipements et de compétences des techniciens. C'est aussi **un média hautement politisé.**

Pour le moment **le paysage des médias en ligne reste très embryonnaire avec très peu d'acteurs que l'on pourrait qualifier de 'pure players'.** La nouvelle loi sur la communication médiatisée de 2020 consacre l'existence juridique des médias en ligne. Les initiatives de médias citoyens demeurent à la fois marginales et précaires. Il existe néanmoins dans le paysage Internet de nombreux blogs, influenceurs et pages Facebook très suivies. La pénétration d'Internet est limitée (De 7 à 14% selon les estimations) sur Madagascar **mais plusieurs facteurs pourraient favoriser l'émergence de nouveaux médias en ligne indépendants.**



Les conditions de travail des journalistes sont extrêmement précaires **en termes de rémunération, valorisation du métier, moyens techniques à leur disposition, contraintes de temps et pressions** dont ils font l'objet par les patrons de presse et les politiques. Ces conditions de travail constituent l'un des obstacles au développement d'une presse libre et indépendante. **La profession n'est pas valorisée et beaucoup de journalistes choisissent la profession comme un moyen temporaire pour servir leurs ambitions politiques.** Les médias malgaches emploient deux fois moins de femmes que d'hommes, et généralement elles travaillent à des postes administratifs ou commerciaux. Toutefois, la situation des femmes journalistes et professionnelles n'a jamais été étudiée de façon spécifique, notamment leurs problèmes de protection. La population malgache a une perception négative des médias et des journalistes. **Nombreux sont les journalistes qui n'ont aucune formation** en journalisme ou en communication et sont formés sur le tas au sein de leur média. S'il y a beaucoup d'engouement autour du journalisme d'investigation, les besoins les plus urgents semblent plutôt se situer autour de la **déontologie, les notions de bases et les fondamentaux du journalisme ou sur des domaines thématiques particuliers.**

Les journalistes ne se conforment pas toujours aux normes professionnelles et la diffusion d'informations non vérifiées est courante. Avec le recrutement de nombreux journalistes mal ou pas formés, la maîtrise de la qualité des messages reste un enjeu majeur. Les médias sociaux sont les fournisseurs d'information qui exposent le plus la population et les jeunes aux fake news et rumeurs. **Malgré la prolifération des fausses nouvelles, il n'existe pas vraiment de site web spécialisé dans leur traitement ou d'initiative de factchecking.**

La grande majorité des journalistes interrogés (88%) sont convaincus qu'ils répondent aux besoins d'informations des Malgaches. Ils citent plusieurs mécanismes pour collecter le retour de leur audience, téléphone, SMS, emails, réseaux sociaux et visites. Pourtant plusieurs sondages et enquêtes semblent démontrer qu'il y a **une crise de confiance entre les Malgaches et les médias. Aucune étude sérieuse et exhaustive n'a analysé en profondeur les besoins d'information des différentes populations.** Les initiatives restent encore limitées en termes de rapprochement des médias et des communautés (comme la mise en place de mécanismes de retour et l'implication des communautés dans la production de contenus). Il existe pourtant plusieurs opportunités avec les vidéo clubs, le cinéma mobile, les caricatures et le photojournalisme pour engager les communautés et le public sur différentes problématiques.

Les modèles économiques des médias sont assez classiques, **dépendant principalement de la publicité. Il y a peu de diversification de sources de revenus.** La crise sanitaire a eu un impact économique sur les médias qui s'est manifestée par des **cessations ou des baisses d'activités, des licenciements et des réductions de salaire.** Il est trop tôt pour mesurer l'impact sur le long terme alors que de nombreux médias souffrent d'une réduction importante des revenus publicitaires.



Cadre juridique et liberté de la presse

Evolution du cadre juridique

Depuis la fin du monopole d'Etat sur la presse en 1989, Madagascar s'est doté d'un grand nombre de textes juridiques relatifs à la liberté d'expression, conformes aux standards internationaux. La Constitution de la IVème République de Madagascar du 11 décembre 2010 garantit la liberté d'expression à travers son article 10. Madagascar a ratifié la plupart des instruments régionaux et internationaux sur la liberté d'expression et la liberté de la presse. La transposition de ces instruments a été effectuée dans la législation nationale mais l'administration garde certaines latitudes d'appréciation dans leur application. La plupart des analystes soulignent que le cadre juridique dans son ensemble garantit et limite à la fois l'exercice de la liberté d'expression.

Madagascar disposait de la loi n° 2016-029 du 14 juillet 2016 portant Code de la communication médiatisée qui garantissait la liberté d'expression en prévoyant tout de même quelques limitations, notamment sur les questions de droit à l'image ou sur les plafonds des amendes. Cette loi vient d'être modifiée par la loi n° 2020-006 du 1^{er} septembre 2020 sur la communication médiatisée. Ces réformes successives consacrent en partie la dépenalisation des délits de presse et complètent l'amendement de l'article 20 de la Loi sur la Cybercriminalité, enlevant les peines de prison prévues pour les infractions de presse. Cependant la loi comporte toujours des plafonds d'amendes particulièrement élevés :

- Publications interdites et publications nécessitant une autorisation préalable (Art 16, 17), de 1,000,000 à 6,000,000 d'Ariary (De 220 à 1,300 EUR)
- Atteinte à la vie privée (Art 20), de 1,000,000 à 6,000,000 d'Ariary
- Atteinte au droit à l'image (Art 21), de 1,000,000 à 6,000,000 d'Ariary
- Délits contre les personnes (Diffamation) (Art 23), de 1,000,000 à 6,000,000 d'Ariary ; (Injures), de 5,000,000 à 10,000,000 d'Ariary
- Provocation aux crimes et aux délits (Art 26-31), de 1,000,000 à 10,000,000 d'Ariary
- Publication, diffusion et production de manière délibérée d'informations mensongères (Art 30), de 5,000,000 à 10,000,000 d'Ariary

Les lois ne sont pas en soi contraignantes mais le danger vient de leur application et de leur appréciation. Par exemple, la notion de l'atteinte à la sûreté de l'Etat est laissée à l'appréciation du juge qui n'est pas toujours indépendant. Les concepts de « raison d'Etat », « d'intérêt national » et de « nécessité nationale » sont souvent évoqués pour justifier



des actes du Gouvernement et des gouvernants, notamment des restrictions aux libertés publiques exercées par l'Administration ».¹

D'autres textes comme ceux relatifs à la sécurité de l'Etat et aux situations exceptionnelles, sont plus restrictifs, posant de sérieuses entraves à cette liberté fondamentale. Dans la pratique, l'indépendance éditoriale n'est pas respectée et les journalistes subissent les conséquences de la non-application du cadre juridique existant. En outre aucune disposition ne garantit explicitement l'autonomie de l'organe de régulation des médias, qui n'a par ailleurs toujours pas été mis en place.

Enfin, si la dépénalisation des délits de presse fait désormais l'objet d'un consensus auprès des acteurs médiatiques, l'étude de l'UNESCO et d'autres analyses concluent « que les journalistes ne seront pas mieux protégés sans l'adoption de textes d'application précis, rédigés clairement et diffusés auprès de tous sous une forme explicite »². Il est important de noter que le ministère de la Culture et de la Communication (MCC) a fait des efforts pour publier la nouvelle loi en livret afin de la distribuer aux journalistes. A ce stade, il n'y a pas encore de recul nécessaire sur le nouveau cadre juridique et les pratiques qui vont en découler. Jusqu'à présent, aucune analyse des réformes et état des lieux du cadre juridique n'a été réalisée pour comprendre les besoins d'adoption de textes d'application afin d'écartier certaines marges d'appréciation. Malgré ce cadre non liberticide, l'Etat continue d'utiliser un arsenal de mesures de rétorsion (Emprisonnement de journaliste, suspension de publications, etc.) à l'encontre de journalistes et de médias qui gênent ses intérêts politiques.

Les sources d'information sont protégées par le Code de la communication à travers les articles 7 à 13. Dans les faits, dans des situations spécifiques, le parquet exerce des pressions sur les journalistes pour qu'ils dévoilent leur source et parfois les journalistes révèlent leurs sources par méconnaissance de leurs droits. L'article 7 introduit également une nouvelle limite avec l'interdiction de publication des séances et débats parlementaires à huis clos.

Lois d'accès à l'information

La majorité des journalistes consultés se plaignent des difficultés d'accès à l'information auprès des ministères et pouvoirs publics. Il est très difficile pour un journaliste d'obtenir des informations sur les données des ministères et administrations et sur l'action des pouvoirs publics. Depuis le début de la crise sanitaire, les organisations de la société civile réclament plus de transparence de la part de l'Etat. Elles multiplient les interpellations à l'endroit du gouvernement pour que les citoyens soient informés des actions du pouvoir public. « *Vu le contexte actuel, il est d'une importance vitale pour le pays l'adoption rapide d'une loi sur l'accès à l'information* », ont réclamé des organisations

¹ UNESCO, [Etude sur le développement des médias à Madagascar](#), 2017

² Ibid



de la société civile dans une lettre ouverte adressée au ministère de la Communication et de la Culture³. Le projet de loi serait actuellement en discussion au niveau du parlement mais certaines organisations de la société civile se plaignent du manque de consultations. Certains acteurs de la société civile dont Transparency International Madagascar ont cependant été associés aux travaux sur le nouveau projet de loi.

Dégradation de la liberté de la presse ?

En 2021, Reporter sans Frontières classe Madagascar au 57ème rang mondial sur 180 en termes de liberté de la presse (un recul de 3 places comparé à 2020 et 2019). Ce classement est resté stable sur les 5 dernières années mais représente une nette amélioration comparé au contexte en 2009 lorsque le pays était classé 134ème sur 175. Cependant, cette appréciation de la situation de la liberté de la presse ne correspond pas toujours à la perception des journalistes malgaches assez divisés sur le sujet. Si une majorité de 50% des journalistes⁴ consultés estiment que la situation de la liberté de la presse est en progrès, 40% des journalistes considèrent que la liberté de la presse se dégrade.

Appréciation de la situation de la liberté de la presse par les journalistes	
Satisfaisant	12%
En progrès	50%
En nette dégradation	31%
Très menacé	8%

Dans son rapport de 2019, le baromètre des médias africains souligne que le panel d'experts consultés s'inquiète « du recul ressenti et constaté du droit à la liberté d'expression. Les citoyens et les journalistes exercent leur droit avec appréhension et prudence ».⁵ L'état général de la liberté de la presse et d'expression est faiblement documenté et monitoré. Certains procès ou cas de violation n'ont pas été médiatisés et il n'existe pas de mécanisme de veille effectif faisant un monitoring systématique des attaques contre la liberté de presse, produisant des alertes et des rapports réguliers utilisés comme un outil de plaidoyer par les associations professionnelles de médias et les défenseurs des droits de l'homme. L'article 54 de la loi n°2020-006 sur la communication médiatisée précise que l'Ordre des journalistes de Madagascar (OJM) a pour mission de réguler l'exercice de la profession de journaliste. A cet effet, il est chargé de :

- Protéger le journaliste contre toute atteinte ou abus dont il fait l'objet dans l'exercice du métier de journaliste

3 Midi Madagasikara, Loi sur l'accès à l'information : la société civile interpelle le gouvernement, 12/06/2020

4 Dans le cadre de cette étude, 25 journalistes (Radio, presse écrite, TV et médias en ligne) ont répondu à un questionnaire au mois d'Avril 2021

5 Friedrich-Ebert-Stiftung (FES), Baromètre des médias africains, Madagascar 2019



- Assister les journalistes devant les autorités politiques, administratives et/ou juridictionnelles
- Veiller au respect des droits et obligations du journaliste

Si l'OJM remplit sa mission d'assistance judiciaire et de suivi des cas d'atteinte à la liberté de la presse, ses membres et son bureau sont bénévoles et manquent de ressources et de capacités pour faire un monitoring systématique. Les rapports d'organisation de défense de la liberté de la presse comme ceux de Reporters sans frontières restent vagues sur le contexte à Madagascar.

D'autre part, l'OJM et d'autres observateurs estiment que le ministère de la Culture et de la Communication (MCC) cherche à contrôler l'Ordre des journalistes en modifiant certains articles qui régissent l'OJM et le mode désignation de son bureau à travers un mode de scrutin à liste unique bloquée et sans panachage qui favoriserait la représentation des journalistes des médias étatiques jugés plus proche du pouvoir. Selon l'OJM, « Le MCC confond vraiment l'OJM avec un parti politique et la velléité de politiser l'OJM est flagrante. L'État à travers le MCC veut maîtriser le journalisme, son emprise et dans ce sens, un retour à la censure n'est pas à écarter »⁶. Cette tentative de prise de contrôle de l'OJM est comparée à la manière dont les autorités ont instrumentalisé le défunt syndicat des journalistes actifs jusqu'en 2016.

Les journalistes interrogés rapportent avoir été confrontés aux situations suivantes dans l'exercice de leur métier.

Situations auxquelles les journalistes ont été confrontés	
Autocensure	81%
Intimidation	31%
Interpellation	27%
Poursuites judiciaires	15%
Pressions pour divulguer des sources d'informations	27%

Récents cas d'attaques sur des journalistes et impacts du Covid-19

Selon le baromètre médias de 2019, « les journalistes, aussi bien ceux de la presse d'opposition, de la presse privée, que des médias publics, doivent faire attention à ce qu'ils disent, à ce qu'ils publient ou ce qu'ils expriment sur la place publique et dans leurs organes respectifs ».⁷

En 2019, d'après l'OJM, 12 journalistes au moins ont été auditionnés par la Police judiciaire et le Parquet et 2 d'entre eux sont passés en procès. L'Etat a porté plainte contre

⁶ No comment, Tribune : Ordre des journalistes de Madagascar : En toute indépendance ? 06/11/2020

⁷ Friedrich-Ebert-Stiftung (FES), Baromètre des médias africains, Madagascar 2019



eux pour « diffamation ou diffusion de fausses nouvelles ». En 2020, le contexte s'est caractérisé par la crise sanitaire du Covid-19 et les velléités des autorités de contrôler toutes les informations relatives à la pandémie et la réponse des autorités. D'après Reporters sans frontières (RSF), « les autorités malgaches ont pris des mesures parmi les plus contraignantes pour les médias en Afrique »⁸. Les stations de radio et les chaînes de télévision sont obligées de diffuser les informations officielles sur le coronavirus sous peine de sanction. Les programmes de libre antenne donnant la parole aux auditeurs ont également été interdits dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire. Dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, les journalistes et les médias font partis des services essentiels réquisitionnés. La réquisition d'office des médias découle de la loi n°91-011 du 18 juillet 1991 sur la situation d'exception.

La réquisition s'est traduite par une restriction des libertés publiques et une intransigeance des autorités. Plusieurs journalistes ont été l'objet de convocations, mise en garde et détention préventive. Dans son rapport succinct sur l'année 2020, RSF note que « la crise sanitaire a aussi été l'occasion d'un tour de vis sur le débat public, avec l'interdiction des interventions en direct des auditeurs et l'obligation pour tous les médias audio-visuels privés de diffuser les émissions consacrées à la pandémie sur les antennes et les ondes des médias publics. Ceux qui n'ont pas respecté cette injonction ont été mis en demeure ».

Arphine Helisoa,⁹ directrice de publication du journal "NyValosoa" a été envoyée en détention préventive, le 4 avril 2020 ; Elle a été accusée de diffusion de fausses nouvelles et d'incitation à la haine envers le président Andry Rajoelina. Le 8 avril 2020, une animatrice TV de la télévision nationale a été placée en détention provisoire pour avoir été soupçonnée de propagation de fausses nouvelles sur les réseaux sociaux concernant le nombre de cas de coronavirus. Au même titre que *Radio Soleil* et *Radio AZ*, un média proche de l'opposition, *Real TV* a été mis en demeure par le ministère de la Communication et de la Culture, notamment pour ne pas avoir relayé en direct les bulletins d'information sur l'épidémie diffusés par les médias publics. La sanction visant *Real TV* serait liée également à l'interview de l'ancien président, Marc Ravalomanana qui avait tenu des propos critiques sur la réponse sanitaire des autorités. Le MCC avait qualifié l'intervention de Marc Ravalomanana d'incitation à la haine et à la désobéissance civile."¹⁰

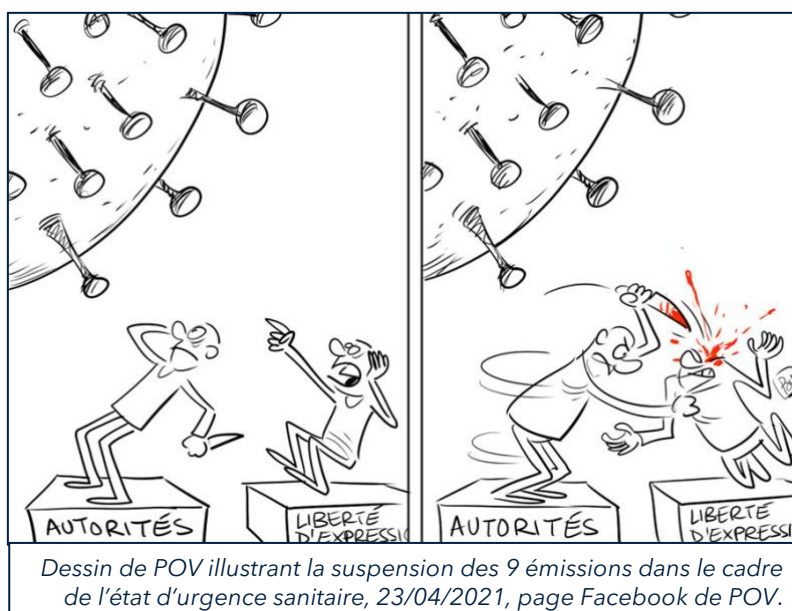
8 RSF, Coronavirus à Madagascar : une chaîne de télé victime d'un acte de sabotage, 15/04/2020

9 Amnesty International, [Madagascar : Sur fond de Covid-19, Une journaliste se retrouve en détention préventive alors que les autorités continuent d'intimider la profession](#), 08/04/2020

10 RSF, [Coronavirus à Madagascar : une chaîne de télé victime d'un acte de sabotage](#), 15/04/2020



Avec l'arrivée de la deuxième vague de Covid-19 et du variant Sud-africain, les autorités en ont profité pour renforcer le verrouillage de la liberté d'expression. Le 22 avril 2021, neuf émissions de radio et de télévision diffusées par 14 médias, ont été suspendues du fait de leur caractère "susceptible de troubler l'ordre et la sécurité publiques et nuire à l'unité nationale ». Les programmes visés proches du pouvoir et de l'opposition (des débats politiques ou faisant intervenir des auditeurs ou téléspectateurs en direct), ont été suspendus à titre préventif dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire. Du fait des nombreuses critiques envers cette décision, le MCC est revenu partiellement sur cette mesure en autorisant certains médias à diffuser leur émission, après avoir signé une lettre d'engagement, dans laquelle ils assurent que leur émission "ne comportera pas d'incitation qui pourrait nuire à l'unité nationale, ni troubles à l'ordre public, ni incitation à la révolte". Certains médias d'opposition comme la chaîne MBS ont contesté la suspension au niveau de la justice. A cette occasion, plusieurs journalistes contactés par RSF ont rapporté avoir beaucoup de difficultés à couvrir ce sujet sensible. Obtenir le détail des chiffres concernant les victimes ou les malades et accéder aux établissements de santé mobilisés pour faire face à l'épidémie demeurent compliqué. Plusieurs sources ont également peur de parler.¹¹



Auto-censure

Les limites de la liberté des journalistes se manifestent principalement par l'auto-censure. Les médias appartiennent dans leur grande majorité à des dirigeants politiques et des groupes économiques soutenant certaines tendances politiques. Plusieurs rapports ont mis en lumière cette concentration de la propriété des médias alignés sur des intérêts politiques. Les patrons de presse dictent leurs lignes éditoriales, la manière et l'angle avec lesquels certains sujets doivent être abordés et les lignes rouges à ne pas dépasser. Cette ligne éditoriale s'impose très clairement aux journalistes.

Par peur des représailles, beaucoup de journalistes et de rédacteurs pratiquent l'autocensure. Pour les articles qui traitent des sujets épineux, on préfère choisir la voix du conditionnel. A cause de cette crainte de répercussions négatives, la plupart des journalistes se contentent de rapporter les faits sans aller au fond des dossiers. Parfois, les

¹¹ RSF, [Covid-19 à Madagascar : RSF appelle les autorités à laisser les journalistes travailler librement](#), 29/04/2021

patrons de presse indiquent clairement les informations à publier ou à ne pas traiter. La crainte de perdre des annonceurs limite aussi les marges de manœuvre au sein des organes de presse. Cette autocensure peut aller jusqu'à la rétention d'informations qui seraient utiles pour la société et pour le grand public. Le baromètre des médias africains montre que le problème d'auto-censure s'est aggravé depuis les précédents rapports de 2012 et 2016. Le pays ne répond pas à l'indicateur « Les journalistes et les rédacteurs ne pratiquent pas l'autocensure dans l'audio-visuel privé et dans la presse écrite privée ». **54 % des journalistes consultés dans le cadre de cette étude affirme que l'auto-censure s'exprime au quotidien.**

« Au sein des médias, deux types de pratiques coexistent : l'autocensure par le journaliste et la censure par la hiérarchie (rédacteur en chef ou patron de presse).¹² L'auto-censure est mentionnée comme un leitmotiv par la majorité des professionnels des médias. Elle concerne tous les types de médias basés à Antananarivo, dans les autres centres urbains et en zone rurale. Certains médias indépendants, en province, ont confié ne plus faire d'information et ne plus diffuser de journal de peur de rencontrer des problèmes et s'exposer dans un milieu isolé où il est facile de s'en prendre à un journaliste.

Harcèlement et intimidation sur les réseaux sociaux

A Madagascar, une équipe de surveillance dédiée aux réseaux sociaux, la cellule contre la cybercriminalité, a été mise en place par le ministère de la Communication et de la Culture (MCC), afin d'accroître la surveillance des contenus, notamment sur les réseaux sociaux, et de veiller au respect de la loi sur la cybercriminalité. De nombreux journalistes et membres de la société civile consultés rapportent toutefois que cette cellule superviserait des « trolls » ou « sympathisants du pouvoir » afin de perturber les débats et discussions sur les réseaux sociaux mais aussi attaqués directement des journalistes et activistes. Ces attaques impliqueraient des diffamations, insultes, menaces et messages d'intimidation.

La pression sur les activistes et les journalistes sur les réseaux sociaux est davantage accrue, à cause de l'agressivité des défenseurs du camp du pouvoir omniprésents sur les réseaux sociaux. Certains activistes ont même subi des menaces réelles, d'autres ont dû endurer une intrusion dans leur vie privée. Par exemple, les citoyens qui osent critiquer les actions du gouvernement ou le président de la République subissent les critiques acerbes des « sympathisants » de l'Administration. Certains dossiers personnels sont lâchés sur la place publique. Une activiste qui a publié le programme de voyage du Président de la République a été placée en détention provisoire.¹³ **38% des journalistes consultés ont rapporté avoir déjà été l'objet de harcèlement sur Internet.**

L'association des femmes journalistes n'a pas évoqué la question du harcèlement en ligne comme un problème identifié de protection pour les femmes journalistes mais a estimé

12 UNESCO, [Etude sur le développement des médias à Madagascar](#), 2017

13 Friedrich-Ebert-Stiftung (FES), Baromètre des médias africains, Madagascar 2019



qu'il serait pertinent d'étudier la question qui reste totalement inexplorée. Il faut reconnaître qu'il y a en général à Madagascar **une absence totale de sensibilisation aux questions de sécurité digitale.**

Difficulté d'accès aux sources d'information

Le climat de méfiance autour de la liberté d'expression rend dans de nombreux cas difficiles l'accès à des sources d'information et de nombreuses personnes ressources sont réticentes à se confier et transmettre des informations à des journalistes. Dans la plupart des cas, ces sources d'informations préfèrent rester anonyme et il est commun de retrouver dans des articles des mentions se référant au caractère anonyme de la source. L'anonymisation des sources affaiblit dans certains cas la crédibilité d'articles et reportages. De nombreux journalistes émettent des doutes sur les garanties autour de la protection des sources d'information. **27% des journalistes interrogés affirment avoir déjà subi des pressions pour révéler leurs sources d'information. 42% des journalistes expriment des difficultés à accéder à des sources crédibles d'informations ou des experts.**

Sujets et thèmes tabous

Au cours de la crise sanitaire de Covid-19, l'Etat a démontré sa volonté de contrôler l'information et de couper court aux critiques relatives à la riposte des autorités ou contestation des statistiques et des bilans chiffrés quotidiens de l'épidémie. Il n'y a pas de transparence sur la question du Covid. En dehors des bilans officiels, les journalistes n'ont eu aucun accès aux institutions de la riposte gérant la pandémie, Centre de commandement opérationnel (CCO), Centres régionaux de commandement opérationnel de lutte contre le Covid 19 (CRCO) et les Centres hospitaliers universitaires (CHU). Certains journalistes ont essayé de croiser les bilans officiels avec les statistiques des centres hospitaliers et ont été empêchés de poursuivre leurs démarches.

Plusieurs journalistes ont mentionné le fait que les autorités avaient également cherché à contrôler l'information au cours de précédentes crises sanitaires comme l'épidémie de peste en 2017. La crise du Kéré¹⁴ dans le Sud est également une situation de crise qui donne lieu à certains bridages et contrôle de l'information (Comme l'ont démontré les attaques à l'encontre de la correspondante internationale [Gaëlle Borgia](#)). Le but est de taire toute critique contre l'action et la gestion de la crise par les autorités. D'après RSF, la corruption, notamment dans le secteur des ressources naturelles ou de l'environnement, reste un sujet difficile à traiter. Les journalistes consultés ont évoqué différents sujets sensibles. Les cas de corruption et les intérêts des patrons de presse ressortent comme les sujets les plus délicats.

14 « kéré », un mot du dialecte antandroy (l'ethnie qui peuple cette région) qui signifie « être affamé » et désigne plus généralement la famine qui sévit régulièrement sur la Grande Île.



Sujets et thèmes tabous difficiles à aborder	
Covid 19	23%
CVO (Covid Organics)	19%
Kéré (Famine dans le sud)	15%
Cas de corruption	58%
Intérêts des patrons de presse	42%
Droits de l'homme	15%
LGBT	19%
Autorités locales	4%
Foncier	4%
Opposition/Politique	19%

A l'initiative de l'Unesco et de l'OJM, une publication centrée sur le journalisme d'investigation, « Tandraka » a été lancée mettant à contribution des journalistes malgaches de différents organes de presse. La revue a fusionné avec un autre réseau de journalistes d'investigations malgaches portés par Transparency International initiative Madagascar, [Malina](#). De nombreux journalistes considèrent la publication Tandraka comme l'unique espace de liberté où ils peuvent traiter de tous les sujets en profondeur et exercer librement leur métier de journalisme sans contrainte. La revue bimensuelle est gratuite et différents bailleurs de fonds soutiennent financièrement des enquêtes pour chaque numéro. Transparency International cherche actuellement des pistes pour assurer la pérennité de la revue et du réseau de journalistes d'investigation mais aussi une façon de diffuser les contenus d'investigation dans d'autres formats notamment radiophoniques.

Présentation du paysage médias

Manque de données et « assainissement » du paysage médiatique

Depuis la fin de la censure et la libéralisation du paysage médiatique, le nombre d'organes de presse, de titre et de stations se sont multipliés. Les estimations¹⁵ parlent d'une quarantaine de journaux quotidiens et de magazines, plus de 300 radios, une trentaine de chaînes de télévision ainsi qu'une dizaine de principaux sites « pure-players » et blogs, qui sont actifs avec des audiences respectables. Il est cependant difficile d'obtenir des chiffres exacts que cela soit auprès de l'OJM ou du département régulation

¹⁵ Friedrich-Ebert-Stiftung (FES), Baromètre des médias africains, Madagascar 2019 ; UNESCO, Etude sur le développement des médias à Madagascar, 2017



des médias du ministère de la Culture et de la Communication (MCC). Le MCC a déclaré que des données précises seront disponibles sur le paysage des médias à l'issue de l'opération « d'assainissement » du secteur en cours.

En 2020, le département du ministère a lancé une « opération d'assainissement » qui devait se en 2021 avec la publication d'un rapport final. Toutes les sociétés audio-visuelles et les stations de radios et télévisions doivent procéder à une déclaration des preuves de l'accomplissement des formalités légales et réglementaires relatives à la création et à l'exploitation de ces stations-radios et télévisions. Ces formalités concernent essentiellement l'attribution de licences d'exploitation et l'autorisation d'extension entre les mains des responsables de ces stations. Les irrégularités administratives éventuelles constatées, contraindront le ministère à prendre des mesures conformément à la législation et allant jusqu'à la fermeture de ces médias.

Il est difficile pour le moment d'anticiper le fait que cette initiative répète les finalités politiques des opérations d'assainissement passées. Dans un article du 15 octobre 2010, RSF écrivait : « sous couvert d'une opération dite "d'assainissement du paysage audiovisuel", le Gouvernement malgache fait le grand ménage et censure une multitude de petites stations privées, toutes créées depuis 2009¹⁶ ».

Jusqu'à ce que cette opération d'assainissement soit effective, la suspension de la délivrance de nouvelles licences d'exploitation de stations audio-visuelles privées ne sera pas levée. Ce gel des licences est effectif depuis 2010 même si cette situation donne lieu en parallèle à des transferts et trafics de licences existantes. De plus, le ministère attendra également la fin de l'opération d'assainissement pour instituer la mise en place de l'Autorité Nationale de Régulation de la Communication Médiatisée qui sera en charge entre autres d'octroyer ou de retirer les licences d'exploitation.

Propriété et indépendance des médias

La grande majorité des médias appartiennent à des hommes ou à des partis politiques.

« Quand ils appartiennent à des hommes d'affaires ou à des sociétés anonymes, les journaux, radios et télévisions ont toujours tendance à défendre des intérêts politiques et des intérêts privés ».¹⁷

Nom du groupe ¹⁸	Médias	Appartenance / affiliation
GROUPE ECO PRINT, propriété de Edgard Razafindravahy	Quotidien : L'Express de Madagascar - Ao Raha - L'Hebdo de Madagascar - Revue Essentielle - Business	Edgard Razafindravahy a été candidat aux présidentielles de 2013. Il est l'un des fervents défenseurs du Mouvement pour

16 RSF, Près de 80 stations audiovisuelles fermées depuis la fin de l'été | RSF, 15/10/2010

17 Friedrich Ebert Stiftung, [Les impacts de la structure de la propriété des médias sur la couverture médiatique, la représentation politique et le travail du journaliste](#), 2019

18 ECES/PEV Madagascar, étude sur la propriété des médias, 26/09/2020 (Actualisé au contexte de 2021)



	Mag ; Radio Antsive ; RTA télévision	la Refondation de Madagascar. (Proche du Président Rajoelina)
SMC PRESSE ou GROUPE SODIAT, propriété de Mamy Ravatomanga	La Vérité - Madagascar Matin - Inona no Vaovao - Ino Vaovao - www.matin.mg - www.laverite.mg ; radio M3FM ; Télévision M3TV	Mamy Ravatomanga (L'un des plus puissants opérateurs économiques du pays) est un proche du président Andry Rajoelina.
ULTIMA MEDIA, propriété de Naina Andriatsitohaina	Taratra - Les Nouvelles - Bôjy - Newsmada - Radio Alliance 92 FM	Ancien ministre des Affaires étrangères, maire d'Antananarivo ; proche d'Andry Rajoelina
Groupe TV Plus, propriété de Jean Paul Nicolas Rabemananjara	www.tvplusmadagascar.com ; Radio plus; TV plus	Sénateur proche d'Andry Rajoelina
Viva Media Andry Rajoelina	Viva radio ; Télévision Viva	Actuel Président de la République
GROUPE FREE, propriété de Lalatiana Rakotondrazafy	Quotidien Freenews ; Free FM	Actuel ministre de la Culture et de la Communication ; proche du Président
Groupe Kolo, Hajo Andrianainarivelo	Kolo FM, Kolo TV	Hajo Andrianainarivelo est Actuellement ministre de l'Aménagement du territoire et proche du Président
Groupe MBS propriété de Marc Ravalomanana	Radio et Télévision MBS	Marc Ravalomanana a gouverné le pays jusqu'en 2009. Il a été candidat aux élections présidentielles de 2018. La station MBS dispose d'antennes dans les provinces de Madagascar telles qu'à Antsirabe, Toamasina, etc.
GROUPE EVITRAS, propriété de Guy Rivo Randrianarisoa	Ny Valisoa, Takotitsika, Diva, Basy Vava	Guy Rivo Randrianarisoa est député issu du parti TIM. Le parti TIM 'appartient' à Marc Ravalomanana.
GROUPE MA-TV, propriété de Fredy Rajaofera-Andriambelo	Madagascar-Laza - Zay Zany - Ma-Hery, Radio Ma FM, Télévision Ma Tv	Fredy Rajaofera-Andriambelo est un ancien candidat aux législatives de 2013. Il est le fils du couple Willy et Marthe Andriambelo, propriétaires du Groupe WM.



		Le média n'affiche aucune obédience politique a priori.
GROUPE WM, propriété de Willy et Marthe Andriambelo	Midi Madagasikara - Gazetiko - Imprimerie SNIC	Le couple de propriétaire n'affiche aucune obédience politique a priori, de même que le média semble politiquement neutre, en général.

Un phénomène de concentration de la propriété se manifeste et s'accélère avec l'apparition de grands groupes médias et de patrons de presse possédant plusieurs médias. Les groupes les plus importants et influents ne cessent d'étendre le nombre de titres et de stations constituant leurs activités de médias et de communication. Ces grands groupes sont également impliqués dans d'autres secteurs de la vie économique. **Le paysage médiatique se caractérise par un niveau élevé de concentration qui nuit au pluralisme et à la diversité.** Il n'existe aucune réglementation cohérente sur la propriété des médias à Madagascar – ce qui ne favorise pas la transparence. Si en province, les radios ont moins tendance à se transformer ou se réunir en grands groupes médiatiques, les hommes politiques et notables locaux investissent dans les stations de radio pour conquérir leur électorat.

« En même temps, les alliances entre les grands groupes se multiplient. Cette structure de propriété renforce le déséquilibre entre les médias, et constitue une menace sur le pluralisme et la diversité des points de vue, ainsi que sur le professionnalisme des journalistes. En effet, ces groupes étant la propriété de personnalités politiques et économiques influentes ayant des visées politiques, les journaux en deviennent complaisants, tandis que les journalistes deviennent manipulateurs, partisans ou dépendants. Les informations sont généralement couvertes de manière superficielle, partielle et parfois dramatique ». ¹⁹

Dans son étude sur l'impact de la propriété des médias, FES relève plusieurs impacts liés à cette concentration extrême des médias :

- Tendence au monopole du marché publicitaire et des informations publiques
- Des journaux complaisants vis-à-vis des annonceurs
- Menace envers le pluralisme et le professionnalisme
- Une couverture médiatique superficielle, partielle et dramatisante
- Des journalistes partisans, dépendants et manipulateurs

Dans le paysage médiatique, il est difficile d'identifier des médias qui pourraient être qualifiés d'indépendants. L'écrasante majorité des chaînes de TV et de la presse écrite sont affiliés à des personnalités politiques ou des acteurs économiques servant des intérêts politiques. Parmi les radios se démarquent une minorité de radios commerciales,

¹⁹ Ibid ; UNESCO, [Etude sur le développement des médias à Madagascar](#), 2017

associatives et confessionnelles qui ne sont pas partisans mais qui pour la plupart sont relativement isolées et exposées à l'exception du réseau de radios catholiques. Les médias en ligne embryonnaires où il y a très peu de pure players n'ont pas encore été réellement investis par les forces politiques et quelques médias indépendants comme 2424.mg s'y démarquent.

Mais du coup cette configuration du paysage médiatique se traduit par un règne des patrons de presse qui **imposent leur ligne éditoriale et forcent les journalistes à l'autocensure**. Les propriétaires tiennent des réunions avec les responsables de rédaction pour leur transmettre les directives politiques. A titre d'exemple, un journaliste du groupe appartenant au Maire d'Antananarivo, affirme qu'il est impossible de traiter de sujets qui remettent en cause la gestion municipale comme par exemple la mauvaise gestion des ordures. Il est impossible de traiter des sujets sous un angle qui nuit aux intérêts directs du patron de presse. De nombreux journalistes le vivent comme une contrainte qui dénature l'exercice du métier, empêche les journalistes de traiter des sujets en profondeur et avec professionnalisme. L'angle de traitement des sujets reste généralement très descriptif, parfois sans approfondissement. Les sujets sont abordés de manière superficielle et expéditive. Cette véritable ingérence des patrons de presse est plus intense au niveau de la presse écrite, de la télévision et des grandes radios nationales mais elle est moins accrue au niveau des stations de radio dans les provinces. Les journalistes naviguent dans un système où information et propagande se confondent.²⁰

Espace polarisé reflet des tensions politiques

L'autre caractéristique du paysage médiatique Malgache mais qui découle en partie de la structure de la propriété des médias, c'est une polarisation exacerbée. **L'espace médiatique est clivant et se divise de façon quasi-manichéenne entre presse d'opposition et presse pro-gouvernementale**. Ainsi dans le cadre des crises politiques, les médias d'opposition deviennent des cibles pour les dirigeants, tandis que les médias affiliés au pouvoir sont tout simplement la proie des colères populaires. Durant les crises politiques, les médias proches du pouvoir sont victimes de pillages et d'incendies. « C'est ce qu'il s'est passé en 2002 pour la chaîne pro-Ratsiraka Radio Tsioka Vao (RTV) et en 2009 contre la radio et la télévision nationales, puis contre les chaînes du groupe MBS de Marc Ravalomana²¹ ». Les médias sont un bon baromètre des tensions politiques et dans les périodes précédentes les crises, les propos des médias se font plus agressifs vis-à-vis du camp adverse. Les médias aussi bien du camp gouvernemental que de l'opposition font usage d'un journalisme particulièrement agressif et belliqueux. Il n'existe pas au sein des médias malgaches de démarche apaisante faisant place au débat. Plusieurs journalistes et analystes du secteur comme l'équipe d'Illontsera ont mentionné **cette**

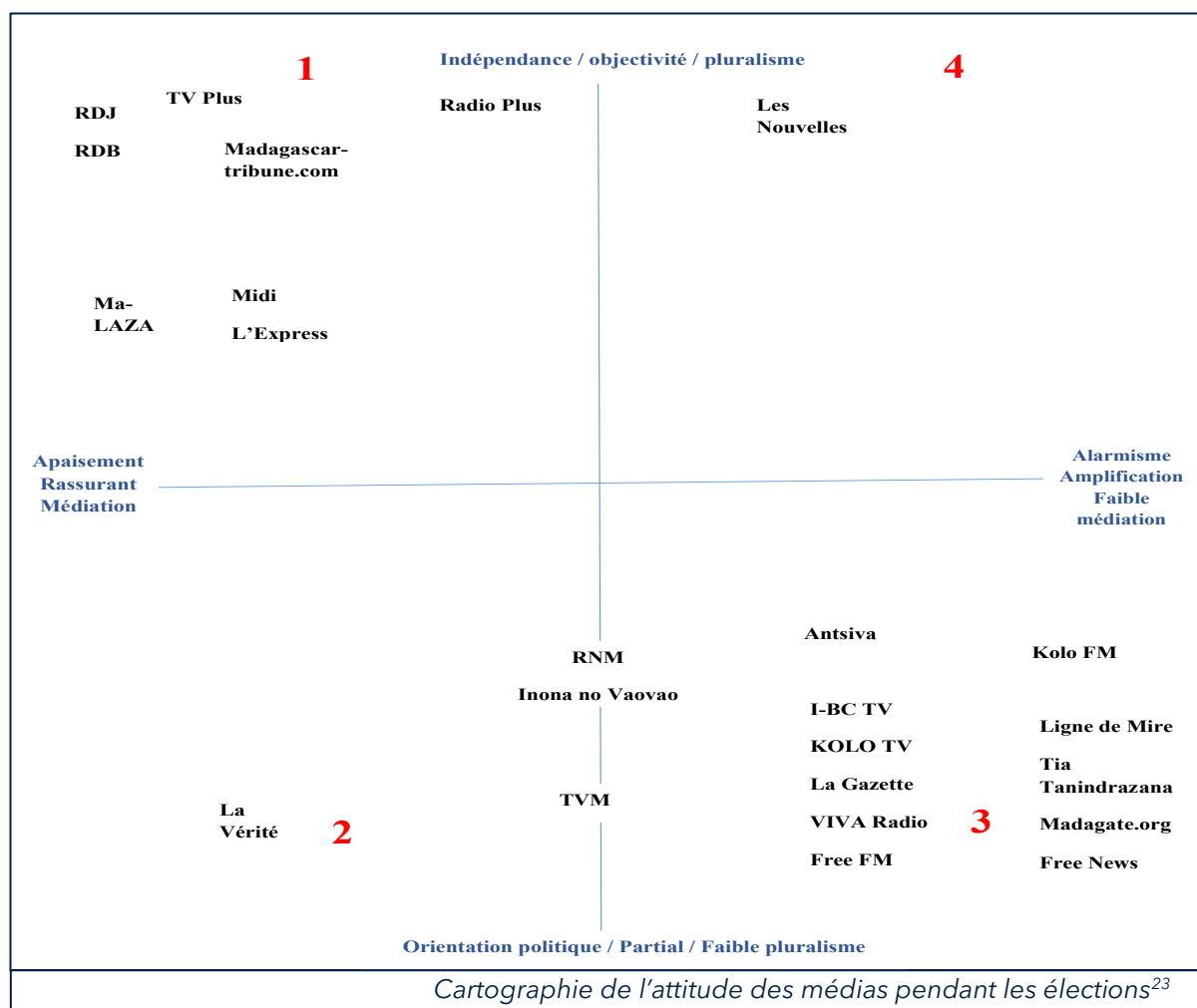
²⁰ Ibid ;

²¹ Ibid



absence de débat, de présentation neutre de perspectives et de points de vue différents.
Il y a un grand besoin d'apporter des espaces apaisés de débat et de dialogue.

Au cours de la période du 10 au 30 juillet 2015²², l'Unité Monitoring des Médias de l'ONG Communication Idea Development (CID) a recensé des appels à la violence, des stéréotypes sexistes contre des femmes politiques, et des propos diffamatoires de journalistes à l'égard de personnalités politiques accusant ces derniers d'actes illicites : utilisation des biens publics à des fins personnelles, organisation de troubles en vue de coup d'Etat, corruption, vente de biens domaniaux aux étrangers, exploitation clandestine de bois de rose, fraudes et achat de voix dans le cadre des élections communales, dérives mafieuses et actes frauduleux. L'Unité de Monitoring des Médias de l'ONG Communication Idea Development (CID) a également réalisé un monitoring sur l'attitude des médias face aux foyers de tensions électorales et classé les médias en fonction de leurs attitudes.



22 Communication Idea Development (CID)/PEV Madagascar, Les médias Malgaches face aux défis de l'indépendance et de l'apaisement, Février 2018

23 Ibid



Les échéances électorales exacerbent naturellement les tensions politiques et donc les attaques par médias interposés et la polarisation du paysage médiatique. Le début de l'année 2021 a connu une crispation inquiétante des tensions politiques qui pourrait s'expliquer par la pandémie de Covid 19 et les mesures sanitaires et qui se sont traduites par des discours particulièrement virulents contre l'opposition et le pouvoir dans les médias. Les radios de l'opposition (MBS, AZ, SOA radio, etc) se sont coalisées autour de l'émission quotidienne Miara Manonja diffusée à la même heure sur les ondes des radios de l'opposition. Le programme se focalise sur la critique agressive de l'action gouvernementale et des membres de la majorité. En réponse, le camp du pouvoir a lancé son propre programme, Tambatra, animé par la ministre de la Culture et la Communication et diffusé par une coalition de radios (Viva Radio, Viva TV, Free FM, Alliance FM, Taratra FM, Kolo TV, Kolo FM, etc). Tambatra défend les idées du pouvoir et attaque le camp de l'opposition. Plusieurs directeurs de radios ont rapporté avoir reçu des sollicitations écrites et orales de collaboration de la part du MCC afin de diffuser sur leurs ondes le programme Tambatra. Ces sollicitations sont souvent perçues par les directeurs de stations comme de la persuasion déguisée. Au-delà de ces deux émissions, c'est presque tout le paysage médias qui se trouve polarisé. En avril 2021, les autorités ont suspendu temporairement 9 émissions jugées clivantes dont Miara Manonja et Tambatra. Avant cette mesure et en marge des appels à manifestation de l'opposition, les autorités avaient déjà menacé de mettre un terme à la diffusion de Miara Manonja. Cette confrontation du pouvoir et de l'opposition coalisés autour de plusieurs médias n'est que la réitération de confrontations politiques passées s'affrontant par médias interposés. L'émission Miara Manonja était apparue une 1^{ère} fois avant de disparaître au cours d'une précédente période de tensions politiques, en 2018.

Ainsi illustrés par la journaliste Lova Rabary-Rakotondravony, « Au-delà de la polarisation, les propos relayés se durcissent progressivement, privilégiant parfois les attaques personnelles, dans une logique de surenchère perpétuelle. Le ton employé représente un risque de radicalisation des partisans »²⁴. Mirana Razafindrazaka, de l'ONG Communication Idea Development (CID) confirme cette exacerbation de la polarisation et estime que le ton utilisé nuit à la crédibilité des médias et indique craindre que cela ne conduise vers de nouvelles tensions, la diffusion se faisant à grande échelle. Il est inquiétant de constater cette détérioration alors que la prochaine élection présidentielle se déroulera seulement fin 2023 et qu'il est à craindre que les tensions et radicalisation des médias ne cessent de s'intensifier à l'approche de cette échéance électorale.

Presse écrite

La presse écrite est forte d'une quarantaine de titres. Quatre grands quotidiens en français ou bilingue tirent à environ 10 000 à 20 000 exemplaires (Midi Madagasikara, L'Express de Madagascar, La Gazette de la Grande île, Les Nouvelles) et concentre la majorité des revenus publicitaires. De nombreux quotidiens au tirage plus faible ont vu le

24 Studio Sifaka, « ...Présenter les faits tels qu'ils sont et non les biaiser » - [Les journalistes au-devant de leurs responsabilités - Studio Sifaka - Actu, musique, conseils et débats pour les jeunes à Madagascar](#)





Kiosque à Journaux, Antananarivo

jour après 2009 pour porter les tendances politiques qui ne sont pas affichées par les grands quotidiens.

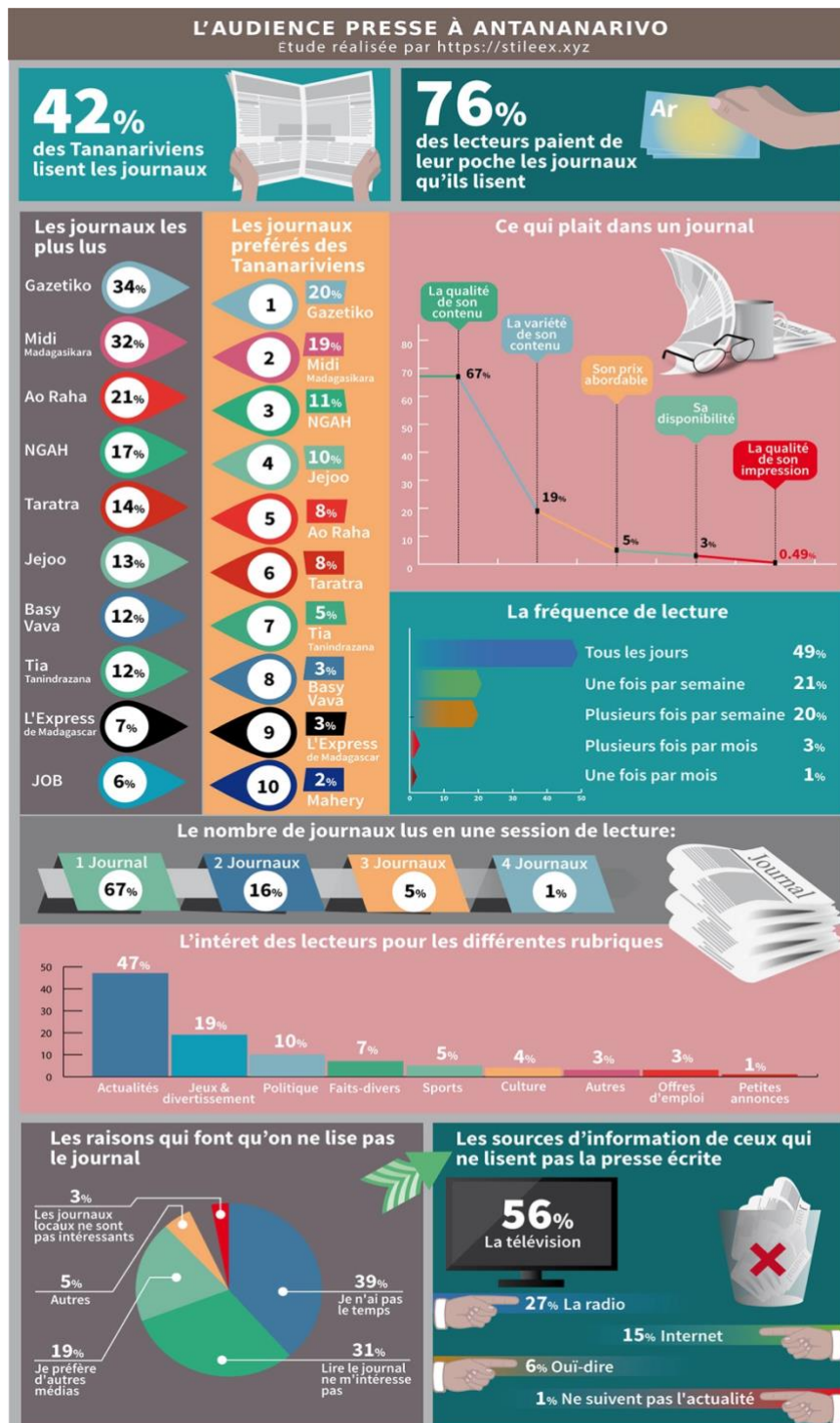
Des gratuits commencent à faire leur apparition : le mensuel culturel No Comment. Des journaux régionaux ont vu le jour éphémèrement avant de disparaître comme la Tribune de Diégo et la Dolphin Gazette à Fort Dauphin. Ino Vaovao a des éditions décentralisées avec des informations régionales (Mahajanga, Toamasina, etc) mais éditées à Antananarivo. Il existe également des revues de qualité financées par des bailleurs internationaux comme Tandraka et Politika²⁵ qui font la part belle à des dossiers thématiques et des investigations.

La presse écrite reste l'apanage de l'élite politique et économique de la ville. Même si chaque jour les kiosques de journaux attirent des lecteurs (Vendeurs de rues, passants, etc.) qui lisent les uns des différents journaux et ces lectures de kiosque reste un phénomène très populaire. Le sondage MICS Madagascar reste sans appel 9% d'hommes et 8% de femmes sont exposés à des journaux²⁶. Le niveau d'exposition aux médias traditionnels et à la presse écrite demeure faible chez les femmes comme chez les hommes. Le taux d'alphabétisme serait de 74.8% selon les données UNESCO. Une autre enquête réalisée par Stileex sur la presse écrite et couvrant uniquement la capitale

25 Politika est une revue financée et publiée par Friedrich-Ebert-Stiftung

26 MICS, Mass Media, Communication and Internet, Madagascar 2018, [MICS6-Madagascar-2018-Media.pdf](#)

Antananarivo estime que 42% des habitants de la capitale lisent les journaux (Chiffre qui semble exagéré et doit comprendre les nombreux lecteurs occasionnels des kiosques). Le sondage comprend un classement des journaux les plus lus et les critères qui dictent les choix des lecteurs vers tel ou tel organe de presse. Enfin l'intérêt des lecteurs de la presse écrite porte principalement sur l'actualité (47%), Jeux et divertissement (19%), politique (10%), faits divers (7%), etc. Toutefois si ces chiffres donnent des tendances, ils sont à prendre avec des pincettes et jusqu'à présent aucune enquête poussée n'a été initiée sur l'audience des médias et les besoins d'information.



Autocentré sur la capitale

La distribution de la presse écrite reste confinée dans les grandes villes et sur la capitale plus particulièrement. L'état du réseau routier rend difficile la distribution des journaux et bien souvent les journaux du jour sont disponibles en fin de journée ou le lendemain sur Toamasina ou Antsirabe et quelques jours après sur Fianarantsoa, Toliara, Mahajanga ou Antsiranana. Dans d'autres capitales provinciales comme Fort Dauphin, les journaux sont totalement absents. Mais en général même dans les grandes villes en dehors d'Antananarivo, la presse écrite est très marginalement disponible et suivie.

Il s'ensuit que la presse écrite est d'autant plus autocentrée sur la capitale dans sa couverture et son analyse ce qui ne fait que renforcer la perception négative de ce média en province. Les différents journaux comptent un nombre limité de correspondants en province et les sujets qui traitent de questions en dehors de la capitale sont bien souvent traités de façon superficielle et en distancié. D'une certaine manière la barrière linguistique joue également un rôle, les populations sont moins francophones en province et ne s'identifient pas toujours avec le malgache Merina de la capitale qu'ils comprennent parfois de façon limitée.

Vecteur d'intérêts politique et économique

Si de manière générale, les médias sont pour la plupart des vecteurs d'intérêts politiques, c'est un fait encore plus prononcé pour la presse écrite où l'ingérence et le contrôle du patron de presse, l'imposition d'une ligne éditoriale sont plus poussés. Les journalistes de la presse écrite ont une plus grande tendance à se dire contraint par l'auto-censure. Cela pourrait s'expliquer par le fait que la presse écrite s'adresse pour de nombreux titres aux élites ou à des partisans d'une tendance politique. Elle est un média qui se veut faiseur d'opinion.

Dans l'hyperpolarisation des médias de ce début d'année 2021, il est intéressant d'observer que les principaux titres (Midi Madagasikara, L'Express de Madagascar, Les Nouvelles) sont alignés avec le camp du pouvoir et tirent à boulet rouge sur l'opposition. Si Midi Madagasikara arrive à maintenir une ligne relativement neutre même si plutôt pro-régime, l'Express a tenu des propos particulièrement agressifs à l'encontre de l'opposition. L'image de la presse écrite ressort écornée par cette polarisation politique et les Malgaches éprouvent une certaine méfiance à l'égard des journaux.

Modèles économiques désuets réticents aux changements et passage au numérique

Les recettes des journaux malgaches proviennent essentiellement des recettes publicitaires, les ventes présentent une moindre partie et les abonnements sont quasiment nuls. Cependant comme mentionné plus haut, les quatre principaux titres monopolisent les recettes publicitaires. Le modèle économique de la presse écrite n'a guère évolué et n'a que timidement amorcé pour certains titres ou groupes de presse une



transition vers le numérique. En effet, les principaux groupes de presse se sont dotés d'un site internet qui ne fait que reproduire les articles de la version papier. Les sites des différents médias sont pour la plupart désuets dans leur design et ergonomie.

Au début de la pandémie de Covid-19 et pendant le confinement du pays, pendant plusieurs mois, les journaux ne sont plus parus et ont été publiés exclusivement sur leur site internet. Cependant, cela ne s'est pas traduit par un investissement sur les sites internet des groupes de presse et sur un changement de stratégie numérique. L'un des freins au changement est la structure de la propriété de la presse qui fait que les titres sont principalement considérés comme des outils d'influence politique dont on ne cherche pas en priorité la rentabilité.

Comme partout en Afrique, la pandémie a eu un fort impact économique sur le secteur des médias avec la disparition de certains titres, des licenciements de journalistes et des restrictions de salaire. Par exemple, le groupe Eco print²⁷ a été contraint de supprimer trois titres (L'hebdo, l'Essentiel et le Business Mag) et licencier une dizaine de journalistes. Le groupe Matv s'est résigné à payer à moitié la majorité de ses journalistes. Mais tous les groupes et médias dans leur ensemble ont subi l'impact de la crise économique et sanitaire.

Radios

Plus de 300 radios seraient actives à Madagascar. La radio nationale Radio Nasionaly Malagasy (RNM) a l'exclusivité de la couverture nationale et diffuse des programmes en malgache et en français. La RMN dispose de stations officielles régionales et d'un réseau d'une centaine d'antennes locales (Bon nombre d'émetteurs et d'antennes ont régulièrement des dysfonctionnements qui ne permettent pas une pleine couverture du réseau). En tant que média d'Etat, la RMN sert la propagande étatique et défend l'action du gouvernement. La radio nationale (Anciennement Radio Tananarive) vient de fêter ses 90 ans et dans le sillage de son jubilé la RMN prévoit de se doter d'un site internet et d'une webradio. Le reste du paysage radiophonique se partage entre les radios commerciales, associatives et confessionnelles qui sont limitées dans leur couverture locale. Les radios privées ne peuvent légalement émettre au-delà de 150 km et n'ont pas le droit d'utiliser des émetteurs de plus de 500 Mega Watts. Plusieurs



Tamatave, local de la RMN

27 Il s'agit du groupe comprenant l'Express Madagascar, Radio Antsiva

universités (Antananarivo, Fianarantsoa, Toilara, etc) disposent également de radios universitaires qui émettent des programmes autour de la vie des campus, des activités universitaires et font également de la vulgarisation scientifique. Ces radios sont des outils d'éducation intéressants où souvent des étudiants en communication et journalisme font leurs 1ères armes.

Avec son réseau RESAT qui regroupe 16 radios catholiques diocésaines, la Radio Don Bosco catholique (RDB) dispose du seul réseau de radios privé ayant une couverture nationale. Le réseau de radios est considéré comme une source fiable et indépendante d'information qui traite de tous les sujets avec un angle local et communautaire. Les Nations Unies avec l'appui de la fondation hirondelle avaient pour projet de monter une

radio à couverture nationale pour encourager la cohésion sociale et l'accès à une information impartiale mais les autorités ont bloqué le projet en raison du monopole de la RMN et du fait du gel des licences.

Les Nations Unies et la Fondation Hirondelle ont donc finalement eu recours à la création du Studio Sifaka avec la production de programmes radiodiffusés par un réseau de radios partenaires. En dehors du réseau RESAT, il existe également de nombreuses radios évangéliques et des radios musulmanes qui s'implantent dans les villes du Nord. Les radios privées sont plus ou moins généralistes et privilégient le divertissement. La musique et les émissions de divertissement dominent la grille des programmes. Au même titre que les autres médias, la radio est aussi instrumentalisée par les notables et politiciens locaux à des fins de propagande politique. De nombreux députés ou notables locaux sont propriétaires d'une station. Malgré cela le paysage radiophonique demeure par bien des aspects le seul espace d'opportunités où des radios indépendantes peuvent opérer.



Radio Campus Rofia, Université de Fianarantsoa

La radio reste le principal média des Malgaches et surtout le plus accessible en province et en milieu rural. D'après MICS, 49% d'hommes et 41% de femmes déclarent être exposés spécifiquement à la radio. La radio fournit le principal accès, et est prise comme la source d'information la plus fiable pour la majorité de la population rurale. 49% des ménages malgaches disposeraient d'un poste radio (Avec des grands écarts entre notamment la région d'Antananarivo avec 70% et la région d'Androy avec 15%). En 2008, selon une évaluation du PNUD, la radio était la source principale d'information (71%).²⁸

A Antananarivo, la radio se classe deuxième après la télévision en termes d'audience. D'après Stileex²⁹, 63% des habitants d'Antananarivo écoutent la radio. Les radios les plus écoutées dans la capitale sont la radio Don Bosco (18%), Radio ACEEM (17%), la Radio des jeunes-RDJ (9%), la Radio Nationale (7%), Skyone (6%), Radio record (5%), Radio Vaovao Mahasoia (3%) et radio Antsiva (3%). Les programmes les plus appréciés sont la musique (32%), les Tantara (Feuilletons radiophoniques) (23%), l'actualité (12%), les programmes religieux (11%), les débats (8%), etc.



Radio Catholique Haja, Antsirabe, Réseau RDB)

28 UNDP/UNDEF, La communication pour l'empowerment à Madagascar, Une évaluation des besoins communautaires, 2008

29 Stileex, Audience radio Madagascar, 06/12/2019



Radio, Antsirabe

L'un des grands absents du paysage médiatique à Madagascar sont les médias communautaires. Faute de législation appropriée, il n'y a pas de radios communautaires et celles qui ont été initiées sont devenues de fait des radios privées associatives. Comme relevé par l'Unesco, « A Madagascar, la loi n'a pas prévu de statut ni de fréquences réservées aux médias communautaires. L'Etat n'apporte pas d'appui spécifique, telles que des

subventions ou une détaxation, ni de traitement de faveur aux radios communautaires ou associatives »³⁰. Rien ne les distingue juridiquement des radios privées.

Au milieu des années 1990, la coopération Suisse a soutenu la création de plusieurs radios rurales communautaires dans les régions d'Imerina, Menabe et Betsileo. Ces radios ciblent notamment le milieu paysan dans les zones rurales reculées. La coopération suisse a notamment permis la mise en place des radios Mampita de Fianarantsoa et Magneva de Morondava. Toutefois, ces radios au fonctionnement associatif et communautaire sont minoritaires. Le réseau des radios rurales de Madagascar qui avait été mis en place il y a de cela quelques années n'a plus d'activités.

Programmes

En majorité, les radios consacrent une grande partie de leurs grilles des programmes à la musique et au divertissement mais le journal reste un programme central où l'on couvre principalement l'actualité locale mais aussi nationale et plus marginalement internationale. En dehors de l'actualité locale et



(L'équipe de la radio associative Mampita, Fianarantsoa)

³⁰ UNESCO, [Etude sur le développement des médias à Madagascar](#), 2017

nationale, les sujets clés abordés par les radios sont l'éducation et la santé qui sont les thèmes qui selon les radios intéressent le plus leurs auditeurs.

Principaux programmes des radios	
Musique	52%
Libre antenne	48%
Journal actualité	74%
Divertissements	33%
Publicité	22%
Programmes religieux	33%
Débats	11%
Dédicaces, annonces	11%

Comme relevé par des professionnels du secteur, il y aurait beaucoup à faire pour améliorer la qualité des programmes des radios, s'assurer qu'elles répondent aux besoins d'informations des communautés et que leurs programmes touchent à des questions clés de développement. De nombreuses thématiques de gouvernance ou liées aux questions de l'environnement et du foncier ne sont pas abordées. Les problématiques des paysans et du développement rural sont aussi marginalement abordées. La majorité des journalistes des radios n'ont pas la maîtrise des notions basiques du journalisme. Le manque de formation des journalistes (code éthique des médias et réflexe de vérification de l'information par exemple), les difficultés économiques et techniques ainsi que le manque d'infrastructure sont des obstacles majeurs rencontrés par les journalistes des radios. Les journalistes ne se conforment pas toujours aux normes professionnelles et la diffusion d'informations non vérifiées est courante sur les radios qui sont également un vecteur de rumeurs et fausses informations. Pour attirer et fidéliser les auditeurs, certaines stations de radio réalisent des émissions interactives et donnent aux auditeurs l'occasion d'exprimer leurs opinions et leur expérience sur différents thèmes et sujets. Même si cela répond à un besoin de la population, cette activité parfois mal maîtrisée ouvre une fenêtre pour la diffusion de fausses informations et de rumeurs.

Besoins et défis techniques

Les journalistes de radios consultés ont exprimé les besoins suivants :

Besoins des radios	
Equipements	96%
Formations	78%
Maintenance	48%
Aide financière	67%
Moyens de transport	67%



Connexion Internet	59%
Communications	30%

Les radios sont principalement confrontées aux défis techniques qui menacent leur bon fonctionnement. La majorité des radios opèrent avec des équipements rudimentaires qui rencontrent de nombreux dysfonctionnements (Microphones, équipements de montage, tables de mixage et ordinateurs usagés, etc). Les radios ont plus particulièrement des difficultés à entretenir leurs émetteurs. La grande majorité des radios ont plusieurs salariés dont des techniciens en charge de l'entretien des équipements. Mais ces techniciens ont été formés sur le tas, n'ont pas eu de formations techniques adéquates et même s'ils réalisent bien souvent des prouesses, ils se retrouvent impuissants à réparer certaines pannes. Ils fonctionnent au système D. Les radios sont dans de nombreux cas obligées de faire venir des techniciens depuis Antananarivo pour réparer leurs émetteurs ce qui représente un coût mais aussi du temps où la radio ne peut opérer normalement.



Immeuble des radios sur Tamatave abritant une dizaine de radio et TV locales

La majorité des acteurs consultés dans le cadre de cette étude s'entendent sur le fait que les compétences techniques pour la maintenance des radios font défaut sur Madagascar et il n'existe aucune formation appropriée ou organisme qui propose des formations pertinentes pour former des techniciens radios. L'absence de fédération de radio ne facilite pas la mobilisation de réseau et de ressources pour s'assurer que les radios puissent avoir accès à de bons appuis techniques. Même si c'est l'une des aspirations de la Coalition des radios de Madagascar. Les radios consultées sont unanimes sur les besoins de leurs techniciens en outils et en formation.

L'instabilité de l'alimentation en électricité (Jirama) avec de nombreuses coupures, délestages et variations d'amplitudes posent de réels problèmes pour la détérioration de l'équipements des radios. La plupart des radios ne sont pas équipées d'ondulateurs pour palier à ces problèmes et pratiquement aucune radio n'a d'équipements solaires alors même qu'en dehors des salaires, l'électricité représente leur coût de fonctionnement le

plus important. L'option solaire pourrait offrir d'importantes opportunités pour les radios et un bon retour sur investissement.

En dehors de ces aspects techniques, les radios sont également demandeurs de formations pour leurs journalistes et animateurs qui pour la plupart ont appris le métier au sein de la radio sans avoir été toujours accompagné par une personne d'expérience.

Besoins des journalistes radios	
Formations	93%
Equipements	56%
Essence et frais de transport	85%
Crédits de communication	78%

Les formations en notions basiques de journalisme, en journalisme d'investigation mais aussi en animation, organisation de débat, production de théâtre radiophonique, talk-show et émission de radios en tout type de formats ont été mentionnés par les différentes radios consultées. Les journalistes ont également besoins de frais de transports et de communication pour couvrir les zones rurales.

Présence sur les réseaux sociaux

La majorité des radios interrogés affirment avoir accès à un Internet (67%) même si pour la plupart la qualité de la connexion Internet n'est pas fiable. En dehors des intervenants extérieurs et membres de la communauté, les journalistes dépendent beaucoup d'Internet comme source d'informations. L'accès à une meilleure connexion à Internet figure en bonne place parmi les besoins exprimés par les radios.

Sources d'informations	
Intervenants/ membres de la communauté	85%
Internet	59%
Presse écrite, médias en ligne	41%
Auditeurs	74%
Autres radios	19%
Descente de terrain	7%

La majorité des radios (83%) disposent d'une Page Facebook. Si la plupart des radios ont une utilisation relativement basique de Facebook, certaines sont plus avancées et alimentent leurs pages en contenus et postes qui leur permet d'engager leur audience. Certaines radios utilisent des *soundclouds* et ont leur programmes radios disponibles sur des sites internet. Nombreuses radios bénéficieraient d'un accompagnement dans leur transition et stratégie numérique, avec une utilisation plus ciblée des réseaux sociaux afin



de créer une communauté numérique autour d'une page Facebook mieux fournie. Certaines radios pourraient également être formées dans l'utilisation de Podcast.

Engagement avec leur audience

Dans leur ensemble les radios utilisent plusieurs canaux afin de dialoguer et engager leurs audiences. Les canaux privilégiés sont le téléphone (Phoning), les visites et les SMS. Les radios sont généralement unanimes pour affirmer que ces échanges avec leurs auditeurs permettent d'améliorer la qualité de leurs programmes, d'avoir une meilleure visibilité mais aussi de sourcer de l'information auprès de leurs auditeurs. Quelques radios estiment également que c'est un moyen de mieux comprendre les besoins d'informations des communautés. Certaines radios consultées affirment recevoir plus d'une centaine de coups de téléphone et de SMS de leur audience chaque semaine mais également de nombreuses visites.

Moyens de communication des radios avec les auditeurs	
Téléphone	100%
SMS	81%
Réseaux sociaux	7%
Clubs d'écoute	15%
Visite	93%

A la différence d'autres pays de l'Afrique subsaharienne, le concept des clubs d'écoute, groupes de fans ou d'auditeurs est assez marginal à Madagascar et rares sont les radios qui ont mis en place des réseaux de clubs d'écoute. Pourtant plusieurs projets à travers la coopération suisse, ALT Madagascar et la fondation hirondelle ont cherché à introduire la méthodologie sans réel succès et les clubs d'auditeurs n'ont jamais vraiment réussi à s'implanter. Le fait que les radios commerciales dominent le secteur et qu'il n'existe que peu de radios associatives et communautaires pourraient expliquer en partie le manque d'engouement et d'enracinement des clubs d'écoute. En Afrique, la pratique des clubs d'écoute est également fortement encouragée par les fédérations des radios qui structurent et auto-régulent le paysage radiophonique. L'un des grands vides à Madagascar est l'absence de structure d'auto-régulation pour les radios. La coalition des radios de Madagascar qui regroupe une cinquantaine de radios pourrait jouer ce rôle mais elle manque d'appui et de soutien pour notamment renforcer ses capacités et affirmer son mandat.

L'existence des clubs d'écoute permettrait une interactivité accrue et de qualité entre les radios et leurs publics, la mise en place d'espaces de dialogue et de réflexion sur les problèmes des communautés et leurs besoins en information et de stimuler des engagements divers dans l'espace public (Participation aux débats publics, mobilisations citoyennes et sociales, pratiques de médiations communautaires et sociales, etc). Ces clubs auraient également une grande utilité dans des contextes humanitaires comme



dans le sud où sévit de manière récurrente le kéré, la famine afin de relayer les besoins des populations et les activités des agences humanitaires. Les clubs d'écoute pourraient également étendre la couverture des radios à des zones reculées faisant parti des nombreux déserts de l'information. Ces clubs seraient également l'opportunité de créer des programmes plus interactifs comme des débats ou des émissions co-produites par les auditeurs.

Modèles économiques des radios

Le paysage radiophonique étant majoritairement dominé par des radios privés, les modèles économiques des radios suivent le modèle classique des radios commerciales. Les principaux coûts des radios sont liés aux salaires et ressources humaines suivi par les frais en électricité. La majorité des radios disposent d'un local dont ils sont propriétaires ou dont ils disposent gratuitement. En ce qui concerne les sources de revenus, les radios dépendent principalement de la publicité qui est la source principale de revenus suivi des annonces et dédicaces des auditeurs. Les autres sources de revenus sont plus marginales. La plupart des stations compte sur des agences de communication basées sur Antananarivo pour les mettre en contact avec des annonceurs. Les dédicaces et annonces de particuliers représentent une source secondaire de revenus. Pour certains analystes, les dédicaces prennent une part significative des grilles de programmes de beaucoup de radios ce qui nuit à la qualité de leur programme. Les autres sources de revenus sont plus marginales.

Principales sources de revenus	
Financement personnel	30%
Publicité	100%
Dédicaces, annonces	81%
Communications institutionnelles	22%
ONGs	30%
Diocèse	11%
Donation communautaire	7%

Certaines radios arrivent à couvrir leurs coûts même si la pandémie de Covid 19 a entraîné une diminution des revenus publicitaires obligeant certaines radios à compresser certains coûts et réduire à minima leurs coûts opérationnels, ce qui pour certaines radios les placent à la limite de la cessation d'activité. Pour les radios privées liées à des notables et hommes politique, le financement personnel permet de maintenir un équilibre budgétaire. Les radios confessionnelles ont la possibilité de compter sur les diocèses ou réseaux religieux. Les ONGs qui pour des fins de visibilité et de sensibilisation achètent des plages de programmes ne représentent qu'une source de revenu secondaire. Nombre de radios (39%) affirment ne pas avoir de contacts avec des ONGs et une majorité (83%) n'a jamais eu de financements d'ONGs. 56% des radios



mettent à la disposition des ONGS des plages de diffusion payante. Il serait intéressant de mieux comprendre en profondeur le modèle économique des radios notamment associatives et indépendantes, les possibilités d'améliorer leur modèle économique et de diversifier leurs revenus pour améliorer leur situation financière.

TV

Il existe environ une trentaine de chaînes de télévision majoritairement basées sur Antananarivo et dotées pour certaines de branches régionales. Les stations de télévision restent généralement concentrées à Antananarivo mais via la diffusion satellitaire payante (TNT), elles peuvent atteindre techniquement les zones les plus reculées. Il existe plusieurs bouquets TNT avec Canalsat Madagascar et Blueline TV et Le bouquet de Canal + intègre des chaînes nationales. Derrière les chaînes, des hommes politiques se profilent dans la plupart des cas.

La télévision commerciale Tv Plus Madagascar garde depuis plusieurs années l'une des plus larges audience (Sondages mensuels Capsule et ATW) et a créé des agences dans plusieurs villes (Antsirabe, Mananjary, Toamasina, Toliara et bientôt Fianarantsoa) avec des opérateurs locaux. La chaîne TV plus bénéficiait d'une bonne réputation par le passé avec l'organisation de débats ouverts avant que son propriétaire soit nommé sénateur et transforme la chaîne et sa radio en instrument de propagande du pouvoir.

Dream'In et RTA visent un public jeune et elles ont aussi installées des agences à Mahajanga, Toamasina et Antsirabe. De nouveaux opérateurs, essentiellement



généralistes, rachètent les licences des radios en cessation d'activité et intègrent aussi le marché de la télévision. L'Etat exerce son contrôle sur la télévision nationale, Televisioana Malagasy (TVM), qui couvre théoriquement toute l'île et dispose d'antennes régionales. C'est le plus grand bénéficiaire des recettes publicitaires, notamment pendant les événements mondiaux ou régionaux (Mondial de football, jeux olympiques, jeux des îles, ...³¹). IL existe aussi quelques chaînes de TV locales notamment des chaînes qui sont des extensions des radios confessionnelles et privées.

Real TV fait figure de nouveau venu mais a tout de suite gagné une audience importante du fait de sa relative liberté de ton et des programmes ouverts sur les débats qui ont su attirer un public jeune.

Pénétration et audience

D'après MICS, L'exposition à la télévision touche moins d'un quart des hommes ou des femmes (23% de femmes et d'hommes). 20% des ménages possèdent un poste de Télévision avec des grandes disparités entre des régions urbaines comme celle d'Antananarivo (Anamalanga) 54% et des régions rurales marginalisées comme Androy où seulement 2% des ménages ont un poste. Si la Télévision est une source marginale d'information dans une grande partie du pays, elle serait la 1^{ère} source d'information sur la région d'Antananarivo.

Un sondage Stileex³² centré sur Antananarivo montre une baisse du nombre de téléspectateurs qui regarde des chaînes de TV malgaches. Seulement 55% des Tananariviens regarderaient les chaînes de télévision malgaches.

Les quatre programmes favoris des téléspectateurs d'Antananarivo sont l'actualité (64%), les films (44%), les programmes musicaux (36%) et les programmes de divertissement (36%).

D'après le sondage, les chaînes de TV les plus appréciées par les habitants d'Antananarivo sont :

31 UNESCO, [Etude sur le développement des médias à Madagascar](#), 2017

32 TV Audiometry in Madagascar 2019, <https://stileex.xyz/en/madagascar-tv-audimetry-2019/>



- Dream'in 20%
- TV plus Madagascar 16%
- Real TV 15%
- i-BC 13%
- Viva TV 8%
- Record TV 7%
- MBS et Kolo TV 5%
- La7 et Amitié TV 2%



La radiotélévision locale Catholique Masova, Tamatave

Les programmes les plus populaires sont TV plus Madagascar newscast (27%), Realt TV (19%),

Dream'in Jité (13%), Malagasy reality TV programmes (25%), programmes locaux (22%), débats (20%), documentaires (18%), séries (18%), dessin animés (13%), programmes religieux (7%), Jeux TV (5%) et sport (5%).

73% des personnes sondées sur Antananarivo considèrent la TV comme le média le plus fiable devant la radio (15%), les journaux (8%), et les sites internet (2%).³³



Radiotélévision indépendante FMA, Tamatave

Contraintes

A bien des égards, la télévision partage les mêmes contraintes que les radios en termes de difficultés de maintenance, du manque d'équipements et de compétences des techniciens. La majorité des techniciens sont formés sur le tas et les problèmes techniques sont fréquents.

33 Information in Madagascar: Do Tanarivians trust the medias? 20/11/2018, <https://stileex.xyz/en/trust-media-madagascar/>

Médias en ligne et réseaux sociaux

L'environnement numérique et l'omniprésence de Facebook

La pénétration d'Internet (De 7 à 14% selon les estimations) est limitée sur le territoire national et se concentre principalement sur Antananarivo. D'après MICS, seulement 5% des Malgaches ont un ordinateur et 13% ont accès à Internet à domicile. L'utilisation d'Internet s'est cependant développée avec l'utilisation du mobile ; 52% des Malgaches ont un téléphone mobile.

Selon les statistiques,³⁴ l'utilisation d'Internet et des réseaux sociaux est plus concentrée à Antananarivo et ses environs. 42,23% de la population de la région Analamanga (Région d'Antananarivo) utilisent Facebook. « Cet indicateur écarte les comptes fake. En 2019, Facebook aurait assaini son réseau et supprimé entre 300 000 et 400 000 faux comptes identifiés. L'apparition de ces faux comptes a augmenté durant la période de l'élection présidentielle de 2018 ». ³⁵ Le taux de pénétration de Facebook de 64,48 % dans la région Analamanga si l'on ne considère que la population de plus de 14 ans. Au niveau national, selon le chiffre officiel de Facebook en août 2020, la taille de l'audience à Madagascar est de 2,8 millions de personnes. Ainsi, le taux de pénétration réel de Facebook est de 17,76% pour les plus de 14 ans.

En ce qui concerne les sites malgaches les plus visités, Orange.mg serait en première position, suivi de Moov.mg, Portal job, Bet261 et Midi Madagasikara. Parmi les médias étrangers, Le Monde et le Parisien seraient les sites préférés des internautes malgaches.

Les statistiques numériques évoluent très rapidement et malgré la fracture numérique et d'autres contraintes, le secteur du numérique présente certaines opportunités à venir pour les médias en ligne. L'un des freins au développement de la transition numérique et des médias en ligne reste les coûts élevés des données Internet (La grande majorité des gens se connectent avec leur appareil mobile). Le coût d'1GB de données à Madagascar est de 8.81 USD ce qui en fait l'un des plus chers d'Afrique et du monde (42 sur 50 pays Africains, 193 -ème au classement mondial).³⁶ Ces données ont été contestées par les opérateurs mobiles à Madagascar. L'Alliance for Affordable Internet classe Madagascar au 57^{ème} rang sur 72 pays³⁷ et constate que les opérateurs historiques ont réservés des tranches importantes du spectre sous-utilisées afin d'évincer les concurrents potentiels. De manière contradictoire, Madagascar dispose du plus haut débit du continent (22ème rang mondial) avec une moyenne de vitesse de téléchargement de 24.97 Mbps. Cette belle performance du pays découlerait de l'amélioration de ses capacités data par

34 <https://malagasy.tech/chiffre-cle/>

35 Ibid

36 <https://www.agencecofin.com/internet/0505-76313-classement-des-pays-africains-selon-le-cout-moyen-d-1gb-mobile-la-somalie-devance-tout-le-monde>

37 https://1e8q3q16vyc81g8l3h3md6q5f5e-wpengine.netdna-ssl.com/wp-content/uploads/2021/04/3522_RegionalReport_Africa.pdf



l'opérateur Telecom Malagasy (Telma) et des différents systèmes sous-marins de fibre optique.³⁸

Par ailleurs, en 2018, la première école digitale, Sayna Madagascar, a été lancée proposant des formations en développeur Web, mobile, ingénieur données et marketing digital. Madagascar est également en train de devenir un important hub du *business process outsourcing* avec de nombreux sous-traitants proposant des services de centres d'appels, services de développement numérique, traitements de données, animations, développements web et autres services informatiques. Plusieurs Start-up à succès ont également vu le jour.

Quelques rares pure players

Pour le moment le paysage des médias en ligne est très embryonnaire avec très peu d'acteurs que l'on pourrait qualifier de pure player. La plupart des sites d'informations sont les portails des principaux groupes de presse qui se contentent de mettre en ligne leurs articles parus dans la presse traditionnelle. Les groupes investissent dans des sites agrégateurs comme Newsmada qui regroupent les contenus des principaux médias du groupe, Les Nouvelles, Le Courrier et Taratra.

Les principaux sites d'informations sont :

- Tribune Madagascar.com, <https://www.madagascar-tribune.com/>
- NewsMada, (Portail du groupe Ultimédia/Les nouvelles), <https://www.newsmada.com/>
- 2424.mg, <https://2424.mg/>
- Mada-Actus.info (Blog), <https://mada-actus.info/>
- Madagate, <https://www.madagate.org/index.php>
- Actu Orange, <https://actu.orange.mg/>
- Moov.mg (Telma), <https://www.moov.mg/actualites>
- Sobika, <http://www.sobika.org/>
- Gasy patriote, [Accueil \(gasypatriote.com\)](http://www.gasypatriote.com)

Sans que l'on puisse les considérer comme des pure players, les opérateurs téléphoniques se sont également mis à investir l'actualité en ligne. En février 2009, l'opérateur en télécommunication Orange Madagascar recrute des journalistes et lance son propre fil d'actualité sur son site internet. Le média se professionnalise, et devient Orange actu. Le contenu éditorial du média est mis à jour quotidiennement et diffuse principalement des dépêches à la minute et de courts articles et reportages. Comme mentionné ci-dessous, c'est l'un des sites les plus consultés pour l'actualité qui diffuse de l'actualité brute et il est particulièrement apprécié par les expatriés. En mai

38 <https://www.agencecofin.com/internet/1907-58726-classement-des-pays-africains-selon-la-vitesse-de-telechargement-madagascar-largement-en-tete-cable-co-uk>



2009, le premier portail internet de Madagascar, Moov, lié à l'opérateur téléphonique Telma se lance également dans la production de fils d'actualité. Son contenu éditorial est en parti produit en interne, l'autre partie reprend des articles du quotidien Midi Madagasikara.

Il existe plusieurs sites d'actualités hybrides qui mélangent l'approche blog d'actualité et reprennent des articles en ligne d'autres sites ou médias : Tananews, Madagascar Tribune, etc. Les initiatives de médias citoyens comme l'association Malagasy Bloggers, le « Best of Malagasy blogs (Bombs) » et [Factivistes](#) demeurent à la fois marginales et précaires. Ces initiatives manquent de constance dans leurs productions et de visibilité. Il existe néanmoins dans le paysage Internet des blogs, influenceurs et pages Facebook assez suivies et qui deviennent parfois des médias refuges pour les jeunes générations qui s'écartent des médias traditionnels.



2424.mg Salle de rédaction

En 2018, un nouveau venu fait son apparition, 2424.mg, prônant une ligne éditoriale indépendante et neutre. Le site dispense des contenus multimédias, multi-supports



2424.mg studio

(Cross-média), avec des articles, des reportages vidéo, des couvertures commerciales ou culturelles. La démarche de 2424.mg est singulière puisque le média s'est attaché les services de jeunes sans formation en journalisme ou expérience passée dans un organe de presse. La volonté de 2424.mg était de rompre avec le formatage de la profession et de former ses journalistes en interne sur la pratique d'un journalisme indépendant ouvert sur le journalisme mobile et conforme à la déontologie du métier. 2424.mg a su construire une solide réputation notamment sur la fiabilité de ses informations et son approche innovante du journalisme, il et a su capturer une audience conséquente (Plus de 300,000 followers sur sa page Facebook).

Les médias en ligne ne sont pas complètement à l’abris d’une récupération politique comme l’illustre le rachat de sobika.com par un proche du président Rajoelina.

Une nouvelle existence légale

Jusqu’à très récemment, à Madagascar, la presse en ligne était libre sur internet sans encadrement juridique. La nouvelle loi sur la communication médiatisée de 2020 consacre l’existence juridique des médias en ligne dans son chapitre V (De la communication médiatisée en ligne). Pour les médias en ligne, les conditions relatives à l’ouverture et l’exercice de la presse classique s’appliquent désormais (Obligations légales d’inscription, enregistrement et dépôt des statuts auprès de l’Autorité nationale de régulation de la communication médiatisée, obligation de dépôt légal). Toute entreprise de presse en ligne doit avoir un directeur de publication.

L’organe de presse en ligne est soumis également aux conditions cumulatives suivantes :

- Les contenus en ligne font l’objet d’un renouvellement régulier qui doit être daté
- Les contenus doivent présenter un caractère d’intérêt général et ne pas porter atteinte à la dignité, la décence ou encourager à la violence
- Mettre à disposition un contenu en lien avec l’actualité ayant fait l’objet de traitement journalistique notamment en termes de vérification et mise en forme de ces informations
- Ne pas avoir pour objet principal de diffuser des messages publicitaires ou d’annonces
- Sur les espaces de contribution personnelle des internautes, l’éditeur met en œuvre des dispositifs appropriés de lutte contre les contenus illicites
- Dispose d’archives numériques d’une durée minimale de trois mois
- Un média en ligne doit employer à titre régulier au moins un journaliste professionnel légalement inscrit au tableau de l’Ordre des Journalistes (OJM)

Il est trop tôt pour mesurer les implications de cette reconnaissance légale des médias en ligne et d’analyser la pratique de la mise en œuvre de la nouvelle loi. La nouvelle loi a tout d’abord le mérite de mettre les médias en ligne au même rang que les médias traditionnels alors que la profession et le public ont tendance à déconsidérer ce type de médias comme manquant de professionnalisme, véhiculant des fausses informations en les mettant dans le même sac que les réseaux sociaux.

Les médias en ligne seront certainement amenés à se développer dans un avenir très proche et représente comme dans de nombreux pays d’Afrique des opportunités de voir émerger des organes de presse en ligne plus indépendants et des initiatives de journalisme citoyen. Il y a en tout cas un réel potentiel et contexte favorable pour faire émerger cela. Le contexte de la pandémie de Covid-19 a notamment donné lieu à une augmentation de la consommation d’information en ligne à l’échelle globale.



La recherche d'un business model

Il est difficile de parler de modèles économiques pour les médias en ligne alors que le paysage des médias en ligne demeure très embryonnaire et qu'il existe peu de pure players. Les médias en ligne restent pour le moment relativement alignés aux modèles économiques des médias traditionnels reposant principalement sur les recettes publicitaires. Cependant si les médias en ligne commencent à attirer plus d'annonceurs, la majorité des recettes publicitaires vont toujours vers les organes de presse traditionnels. Les principaux freins pour le développement des médias en ligne sont :

- Un manque de maîtrise et de savoir-faire en termes de journalisme mobile (Qui pourrait réduire certains coûts et rendre les contenus plus attractifs)
- D'importantes faiblesses en termes de marketing digital et référencement sur Internet
- Manque de connaissance sur les opportunités en termes de monétisation des contenus
- Méconnaissance des notions de base de sécurité digitale

Depuis l'apparition de Madonline, en 1988, environ 50% des médias en ligne ont disparu en raison de la fragilité de leur modèle économique et des difficultés à attirer des revenus publicitaires.³⁹

Capacités et autres besoins du secteur

Profil des journalistes et perception de la profession

Les conditions de travail des journalistes sont extrêmement précaires en termes de rémunération, valorisation du métier, moyens techniques à leur disposition, contraintes de temps et pressions dont ils font l'objet par les patrons de presse et les politiques. Comme relevé par la Fondation Friedrich Ebert Stiftung (FES)⁴⁰, ces conditions de travail constitue l'un des obstacles au développement d'une presse libre et indépendante. Les journalistes consultés dans le cadre de cette étude mentionnent les obstacles suivants dans l'exercice de leurs métiers :

Difficultés dans la pratique du métier	
Manque d'équipements	81%
Difficulté pour se déplacer	77%
Trouver des sources crédibles	38%
Accéder à des experts	42%

³⁹ Politika 23, La faim des médias, Randy Donny, Aout 2021, [FES-PK-23-1.pdf](#)

⁴⁰ [La protection du journaliste \(fes.de\)](#)



Recouper les sources	46%
Manque de temps	38%
Ligne éditoriale contraignante	19%

En moyennes les radios réénumèrent 200,000 Ar / mois (43 Euros) pour un 'simple' journaliste, 250-300,000 AR (54 à 64 EUR) pour un journaliste 'senior' et 350,000 Ar (75 EUR) pour un rédacteur en chef. Pour rappel, le salaire minimum est passé en Septembre 2019 à 200,000 Ariary. Les salaires pour les journalistes sur Antananarivo avoisinent les 300,000 Ariary. Du fait des niveaux de rémunération, la pratique de *felaka* est très courante (Paiement d'une enveloppe à un journaliste pour qu'il vienne couvrir un événement ou pour qu'il soit complaisant). Le *felaka* semble être devenu une pratique normale et acceptée car pratiquée même par les institutions d'Etat comme une marque de reconnaissance envers les journalistes qui se sont déplacés. Si le Felaka nuit à l'impartialité de l'information, dans la plupart des cas il sert uniquement à payer les frais des transports des journalistes et leur permettre de couvrir un événement. Du fait des niveaux de salaires très bas, la profession n'est pas valorisée et beaucoup de journalistes choisissent la profession comme un instrument temporaire pour servir leurs ambitions. Le métier est considéré comme un tremplin qui permet d'accéder à des postes politiques ou d'autres opportunités. L'absence d'une charte éthique ou d'un code de déontologie de la profession ne facilite pas l'adoption de principes de base du journalisme.

Les femmes sont présentes dans toutes les branches de l'industrie médiatique : audiovisuel, presse écrite et journalisme en ligne. Les estimations d'UNESCO suggèrent un déséquilibre important dans la représentation des genres dans le personnel des médias : 38% de femmes journalistes contre 62% d'hommes. Les médias malgaches emploient deux fois moins de femmes que d'hommes et généralement elles travaillent à des postes administratifs ou commerciaux⁴¹. Toutefois, la situation des femmes journalistes et professionnelles n'a pas été étudiée et il n'existe pas d'informations précises sur les discriminations et les problèmes de protection auxquelles elles font face. Par ailleurs, l'association des femmes journalistes n'est que marginalement engagé sur ces questions.

Dans un sondage réalisé sur Antananarivo,⁴² 71% des personnes sondées estiment que les journalistes sont sous l'influence de l'argent et des politiques et ne sont pas indépendants dans l'exercice de leur métier. La population malgache a une perception négative des médias et des journalistes.

41 UNESCO, [Etude sur le développement des médias à Madagascar](#), 2017

42 Styleex, <https://stileex.xyz/confiance-medias-madagascar/>, 20/11/2018



Formations et besoins des formations des journalistes

S'il n'existe pas d'école de journalisme au sens strict, plusieurs cycles universitaires à la réputation établie constitue une bonne préparation pour faire carrière dans les médias et le journalisme :

- Université d'Antananarivo, Faculté des Lettres et Sciences Humaines, **Mention Communication, Médiation, Médias, Organisations (COMMO)**. A l'origine établie comme une unité de formation en journalisme, la formation s'est élargie sur divers domaines, notamment sur l'information, sur les médias et la communication. C'est une formation assez théorique mais qui pose des fondamentaux et offre des opportunités de stages pratiques aux étudiants. La mention offre également des options de Master plus spécialisées et des possibilités de recherches avec le Centre de Recherches en Communication (CERCOM) qui a notamment réalisé l'étude UNESCO sur le développement des médias à Madagascar.
- Collège St Michel, **SAMIS-ESIC (Sekoly Ambony momba ny Ita sy ny Serasera / École Supérieure d'Information et de Communication)**, Le parcours Communication médiatique constitue un cadre de formation et de préparation pour faire carrière dans le domaine de la Presse écrite, la Radiodiffusion, la Télévision ou des autres médias de la famille NTIC. A côté des cours théoriques, les étudiants peuvent pratiquer et produire tout au long de leur cursus grâce aux matériels et installations mis à leur disposition. Ce cursus est plus porté sur la pratique et moins sur les fondamentaux.
- L'École Supérieure Spécialisée du Vakinankaratra (**ESSVA**), Antsirabe, Filière communication ; L'ESSVA basé en province offre une formation pratique en Presse écrite, production vidéo et radiodiffusée, création Web, relations presse et communication d'entreprises.

Il existe également de nombreuses instituts privées avec des filières communication et journalisme au niveau inégal. L'offre en matière de formation aux métiers du journalisme est diverse et variée même si centrée sur la capitale à quelques exceptions près comme ESSVA. Les formations proposent de bonnes bases théoriques, quelques notions pratiques mais restent très formatées et manquent surtout d'ouverture vers les nouvelles formes du journalisme, journalisme web et digital, journalisme mobile, journalisme données, vérifications des faits, etc. Certaines formations ne couvrent pas certains fondamentaux du journalisme tels que la déontologie, les techniques d'interview, le croisement des sources. La pratique est également un point faible de ces formations même si cela est compensé par des stages et des placements dans des médias. **Enfin, toutes ces formations ne sont pas des écoles de journalisme spécialisées mais des formations qui mélangent communication et journalisme, ce qui crée une certaine confusion des genres qui pourraient expliquer certaines dérives du métier.**

Dans la réalité, nombreux sont les journalistes qui n'ont aucune formation spécifique en journalisme ou en communication. La majorité des journalistes ont été formés sur le tas au sein d'un média. C'est particulièrement le cas pour les radios où les journalistes n'ont pas



de formations et ont appris le métier directement au sein de la station sans personne forcément qualifiée pour les aiguiller. Par conséquent, **les journalistes radios manquent certaines notions basiques de journalisme et éprouvent des difficultés pour traiter de certains sujets** par manque de connaissance sur certaines thématiques. Les journalistes de la presse écrite ont pour la plupart suivi un cursus de communication, de journalisme ou un autre parcours universitaire pertinent. Les journalistes de la presse écrite sont les seuls à avoir des spécialisations politiques, économiques, juridiques, environnement ou faits divers. Ils auraient besoin de formations thématiques plus poussées et de mieux se familiariser avec la déontologie du métier.

Des formations ponctuelles sont cependant dispensées soit par des journalistes nationaux reconnus, soit par des experts internationaux sous la houlette d'agences de développement comme la Fondation allemande Friedrich Ebert Stiftung (FES), UNESCO, UNICEF, Search for Common Ground, Canal France International, la Fondation Hironnelle, Transparency International, et d'autres. Ces formations sont pour beaucoup thématiques comme sur les questions de genre, les droits des enfants mais aussi sur des formes de journalisme poussées comme le journalisme d'investigation. Il y a un certain engouement à Madagascar pour le journalisme d'investigation et beaucoup d'attentes autour de cette forme du journalisme qui semble bénéficier d'un phénomène de mode ou se confondre avec le journalisme de qualité. Pourtant, les besoins les plus urgents en termes de formation semblent plutôt se situer sur les notions de bases et les fondamentaux du journalisme ou sur des domaines thématiques. Il n'en demeure pas moins que ces formations gratuites donnent des opportunités de développement aux journalistes notamment des radios malgré leur caractère épisodique. Depuis de nombreuses années, le ministère de la Culture et de la Communication (MCC) avec UNICEF a mis en place le système des Juniors Reporters Clubs (JRC) qui propose à des jeunes intéressés par le journalisme des formations et du coaching dans des médias locaux. Les JRC sont devenus une sorte d'institution en soi auxquelles les radios en province sont fières de participer et qui suscitent des nouvelles vocations. La limite des JRC est que les jeunes reporters se retrouvent souvent encadrés par des journalistes qui manquent de professionnalisation et de notions de base du journalisme. Le MCC a également lancé son programme de formations pour les journalistes en exercice avec un niveau basique et un niveau ouvert sur les spécialisations et souhaite jouer un rôle de coordination sur toutes les offres de formations pour les journalistes.

Interrogés sur leurs besoins, la majorité des journalistes sont demandeurs de formations dans plusieurs domaines afin de renforcer leurs compétences. Les journalistes consultés dans le cadre de cette étude se sont prononcés sur leurs besoins de formation ci-dessous :

Besoins en formation	
Formations de base	27%
Journalisme thématique	54%
Journalisme mobile	38%



Journalisme de données	38%
Fact checking	31%
Journalisme d'investigation	50%

Les résultats suivants ont été collectés sur les besoins relatifs aux formations thématiques :

Besoins journalisme thématique	
Santé	42%
Environnement	54%
Droit de l'homme	38%
Juridique	38%
Economique	38%
Politique	4%
Culturel	4%

Associations professionnelles des médias

Il existe plusieurs associations professionnelles de médias qui jouent un rôle d'auto-régulation (Ordre des journalistes de Madagascar), ou cherche à encadrer et valoriser la profession. La plupart de ces organisations professionnelles manquent de ressources et sont fragilisées par des déficits en termes de capacité institutionnelle. Ces structures souffrent également de faiblesses en termes de stratégie de plaidoyer et utilisation d'outils de communication pour de promouvoir leurs actions.

L'Ordre des Journalistes de Madagascar (OJM) joue un rôle central dans l'auto-régulation du secteur mais son action repose principalement sur la base du volontariat ce qui limite le rayonnement de son action autant que le bras de fer qui l'oppose actuellement au ministère de la Culture et de la Communication (MCC). L'OJM reste cependant à l'origine de nombreuses initiatives comme la revue d'investigation de Tandraka, des formations et des événements autour du journalisme. L'OJM joue également un rôle actif dans la promotion de la liberté de la presse et dans la protection des journalistes. Son action est cependant freinée par un manque de ressources et de capacité institutionnelle.

Il n'existe pas à Madagascar de Fédération ou d'Union des radios qui représente les intérêts du secteur et structure le paysage des radios comme dans de nombreux pays africains. Il y a cependant la Coalition des radios Madagascar qui pourrait jouer ce rôle et favoriser la professionnalisation du secteur radiophonique. La coalition a été créée initialement, en 2014, dans le cadre d'un projet de Search for Common Ground afin de rassembler des radios voulant œuvrer pour la paix et la cohésion sociale. La coalition rassemblerait aujourd'hui 73 radios membres, aussi bien des radios privées, associatives et confessionnelles. La coalition aspire à favoriser la professionnalisation des métiers de la radio, la production et le partage de contenus et échange d'expérience, la coordination



des financements et des programmes de diffusion liés à la communication pour le développement. La coalition a été à l'origine de plusieurs actions et initiatives notamment autour du Covid-19 mais reste une structure fragile au même titre que la plupart des organisations de la société civile du fait des irrégularités de financement.

Il existe plusieurs associations de journalistes qui organisent des formations, des partages d'expérience et des actions de plaidoyer :

- Association des journalistes environnementaux
- Association des journalistes faits divers
- Groupement des Editeurs de Presse Indépendants de Madagascar
- Association des femmes journalistes de Madagascar

Au niveau des provinces, il existe également des associations de journalistes qui cherchent à regrouper la corporation mais qui reste pour la plupart informelles.

Les associations de journalistes se caractérisent par une durée de vie assez éphémère, et des difficultés à maintenir des activités régulières s'inscrivant sur le long terme. Elles souffrent également d'un déficit en termes de stratégie et de communication. L'accès à des sources de financements et des modes de fonctionnement plus pérennes demeurent une difficulté ce qui limite leur apport pour structurer la pratique du métier. Plusieurs structures comme le Syndicat des journalistes, le réseau des radios rurales de Madagascar ont fini par disparaître.

Pourtant, il apparaît critique pour le secteur d'avoir des organisations professionnelles fortes qui rassemblent les acteurs et professionnels des médias, renforcent la professionnalisation et l'indépendance du secteur et son auto-régulation et défendent les intérêts de la profession. La plupart des journalistes consultés estiment qu'il est important de renforcer les organisations professionnelles avec en priorité l'OJM, la coalition des radios et les associations de journalistes.

Quelles sont les organisations professionnelles clés ?	
Coalition radios	69%
OJM	73%
Association des journalistes	77%

Les journalistes se sont également exprimés sur les activités et les types d'interventions que les organisations professionnelles devaient privilégier et une majorité considère le plaidoyer et la protection des journalistes comme prioritaire.

Activités prioritaires pour les organisations professionnelles	
Monitoring des violations	15%
Protection journalistes	42%



Déontologie, standards de qualité	27%
Collaboration, échanges	27%
Formations	27%
Cadre juridique	23%
Plaidoyer	38%

Il existe aussi deux structures qui se qualifient comme des observatoires du monde des médias et qui font de la recherche et des études de qualité sur le paysage médiatique, le monitoring des contenus mais aussi des actions de plaidoyer, Ilontsera et l'ONG Communication-Idea-Development (CID).

Les relations entre les médias et la société civile sont ambiguës, faites de méfiance et de collaboration. Certaines associations professionnelles collaborent activement avec la société civile afin d'amplifier leur plaidoyer dans une dynamique globale œuvrant pour la bonne gouvernance. La plate-forme de la société civile Rohy comprend Ilontsera parmi ses membres qui joue le rôle de point focal sur la question des médias et de la liberté d'expression. La Plate-Forme Nationale des Organisations de la Société civile de Madagascar (PFNOSCM) et l'Observatoire de la vie publique (SeFaFi) ont parfois critiqué certains pratiques journalistiques notamment dans les cadres des élections. Mais la plupart du temps, la société civile maîtrise mal sa relation avec les médias et appréhende avec difficulté la manière dont il peut collaborer avec les journalistes pour relayer leur plaidoyer. En règle générale, les organisations de la société civile souffrent d'un important déficit en termes de stratégie de plaidoyer et utilisation d'outils de communication qui les empêchent de promouvoir leurs actions et d'avoir de l'influence. Leurs actions de plaidoyer sont tournées vers les autorités et n'engagent que marginalement les communautés par le biais de la sensibilisation.

Une majorité des journalistes consultés (75%) déclarent collaborer avec la société civile et considèrent principalement les organisations de la société civile comme des sources d'informations et plus marginalement comme des vecteurs de plaidoyer et des alliés pour défendre la liberté de la presse.

Nature de la collaboration avec les OSC	
Sources	73%
Plaidoyer	31%
Défendre liberté de la presse	35%

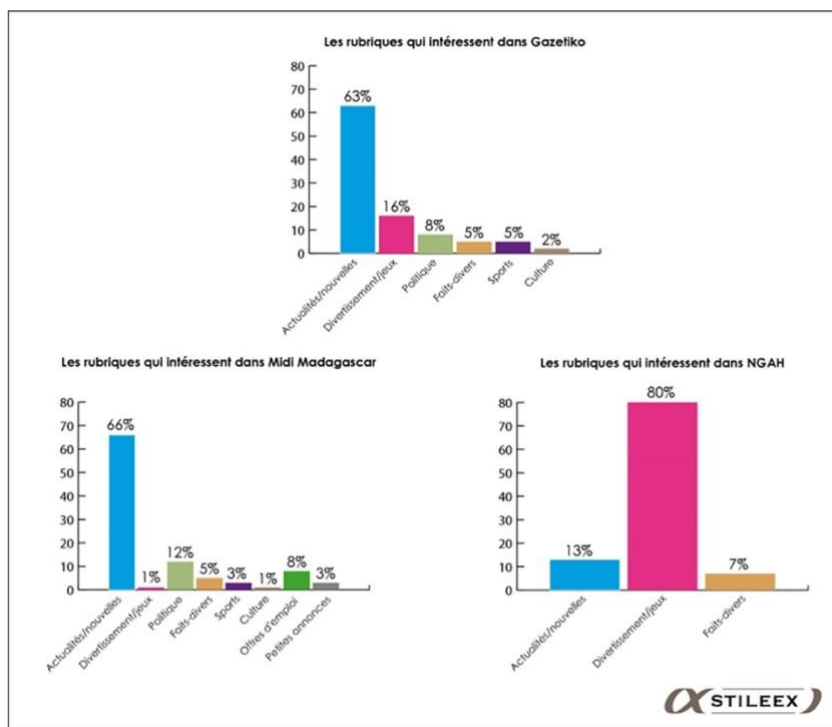
Besoins d'information et Relations avec les communautés

La grande majorité des journalistes interrogés (88%) sont convaincus qu'ils répondent aux besoins d'informations des Malgaches. Les journalistes notamment des radios estiment tous prendre en considération les retours de leurs audiences afin d'améliorer leurs



programmes. Ils citent plusieurs mécanismes pour collecter ces retours, téléphone, SMS, emails, réseaux sociaux et visites. Pourtant plusieurs sondages et enquêtes semblent démontrer qu'il y a une crise de confiance entre les Malgaches et les médias qui laisse entendre que l'offre d'information ne répond pas complètement aux attentes du public. La réalité est qu'aucune étude sérieuse et exhaustive a étudié en profondeur la question pour déterminer les besoins d'information des Malgaches et des différentes communautés.

Un sondage de stileex centré sur Antananarivo et sur la presse écrite révèle que les colonnes les plus appréciés dans les 3 principaux journaux sont l'actualité, le divertissement et la politique. Cependant, ce type de tendance ne donne pas d'indications au-delà des grandes rubriques sur les sujets, l'angle et le format qui intéressent différentes audiences.



Les différentes stations de radios sondées pour cette étude ont mentionné les thèmes clés qui intéressent leurs auditeurs. Pour autant une fois de plus, ces tendances générales n'apportent pas l'éclairage nécessaire sur les besoins d'informations des Malgaches et des communautés.

Thèmes des auditeurs	
Sécurité	52%
Actualités locales	41%
Santé	78%
Education	33%
Problèmes de genre	11%
Activités ONG	26%
Recherche personnes disparues	4%
Eau et assainissements	15%
Actions autorités	7%
Météo	4%





Radio solaire au bord d'un stand sur la RN7

D'après les journalistes, il existe cependant des groupes et communautés marginalisés dont les besoins spécifiques d'informations ne sont pas abordés par les médias et sont relativement tabous. Il est intéressant de noter que les communautés rurales figurent comme l'un des groupes les plus marginalisés au même titre que les groupes LGBT. Cela peut s'expliquer par le fait que les médias sont perçus comme centrés sur Antananarivo ou les capitales de province. Les radios locales ont des moyens limités notamment pour se déplacer et couvrir certaines zones rurales. Il existe à Madagascar d'importants déserts de l'information non cartographiés, des zones rurales reculées qui ne sont couverts par aucun signal radios et où l'information circule exclusivement par le bouche à oreille. Cependant, le phénomène reste peu étudié.

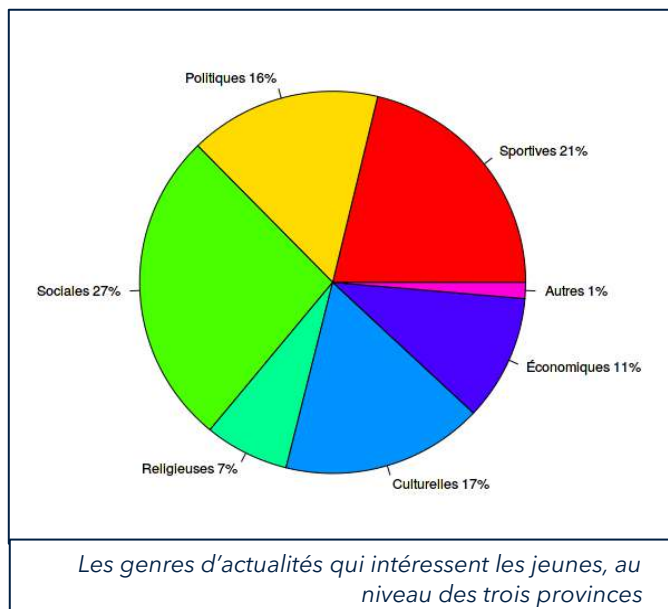
Groupes marginalisés	
Femmes	35%
Jeunes	38%
Communautés rurales	50%
Minorités	31%
LGBT	46%

Cependant, les besoins d'informations de la jeunesse ont été étudiés récemment dans le cadre de l'étude de base du programme radio Sifaka. Dans le cadre de cette étude, les jeunes citent le manque d'emploi, la religion, la corruption et le manque de considération, comme facteurs de blocage dans leur engagement dans les processus de développement. La télévision et la radio sont les premiers supports d'information pour les jeunes même si l'étude note une percée des Nouvelles technologies de l'information et de la communication (Téléphonie mobile, Internet et des chaînes satellitaires). Les jeunes sont intéressés en particulier par les actualités sociales et regrettent qu'il n'y ait pas plus d'émission de débat dans les médias. Ils estiment que les médias traditionnels et notamment la radio ne parlent pas assez de leurs préoccupations et avouent avoir plus de dialogue constructif au sein de leur famille, cercles d'amis ou à travers les réseaux sociaux

comme Facebook. Pour les jeunes, les médias peuvent contribuer à l'éducation pour la paix s'ils font preuve d'une plus grande neutralité et indépendance et garantissent la fiabilité de l'information.

Les initiatives restent encore limitées en termes de rapprochement des médias et des communautés, mise en place de mécanismes de retour et implication des communautés dans la production de contenus. Plusieurs initiatives ont cherché sans trop de succès à encourager la mise en place de clubs d'écoutes pour les radios avec le studio Sifaka mais aussi Alt Madagascar qui a également formé de nombreux acteurs dans le Sud à la méthodologie et la production d'émission participative. Il serait intéressant d'étudier les raisons pour lesquels les clubs d'écoute ne sont

jamais développés à Madagascar. Mais il existe également d'autres opportunités d'améliorer l'accès à l'information dans les zones rurales, les déserts de l'information et de créer également un dialogue participatif autour de sujets et de thèmes d'information. Par exemple, il existe dans la plupart des villages des clubs vidéo. Un club vidéo est une case aménagée comme un mini-cinéma mais avec une télévision et un magnétoscope pour projeter du matériel audio-visuel (Programmes télévisés, films, etc). La majorité des clubs vidéo montre des films d'action mais des ONGs se sont appuyées sur des clubs vidéo pour montrer des vidéos éducatives. Comme relevé dans un rapport du PNUD de 2008, les vidéoclubs et ciné mobiles sont actuellement les moyens les plus accessibles et les plus évidents pour montrer du matériel audio-visuel aux populations rurales. Les projets vidéo participatifs pourraient aider à interroger les opinions locaux, modes de vie et défis autour du développement. Les méthodologies d'organisations comme [Filmaid](#) et [Sunshine Cinema](#) seraient pertinentes pour faire de l'engagement communautaire.



Enfin, la culture du dessin satirique et de la bande dessinée est très forte sur Madagascar. L'utilisation des caricatures est très populaire et le paysage médias comprend des caricaturistes très talentueux comme Riri, Ramafa et Pov. La caricature est un vecteur puissant d'information, de débat et d'analyse critique mais aussi un format attractif qui permet d'engager des publics à risque comme les



Caricatures de Riri sur la liberté de la presse

jeunes. Un ancien journal satirique Saringotra avait vu le jour éphémèrement et créait un certain engouement avant de cesser d'être publié du fait de pressions politiques. En 2016, Transparency a organisé un concours de caricatures. La réapparition d'un journal satirique ou l'organisation d'événements autour des caricatures pourrait être un moyen intéressant de créer de nouveaux espaces de débats qui font cruellement défaut à l'heure actuelle. Le documentaire et photojournalisme ont également de solides racines avec des photographes de renommées internationales comme Dany Be et Rijasolo qui avait notamment documenté récemment la situation dans les centres de santé Covid. Il existe également des formats originaux susceptibles d'intéresser des groupes comme la jeunesse et d'encourager leur participation citoyenne comme les journaux TV rappés avec notamment [Bolo sur TV plus](#).

Fausse information et fact checking

Une minorité de journalistes se conforme aux normes professionnelles et la diffusion d'informations non vérifiées est très courante. Avec le recrutement de nombreux journalistes mal ou pas formés, la maîtrise de la qualité des messages reste un enjeu majeur. Les médias sociaux sont les fournisseurs d'information qui exposent le plus la population et les jeunes aux fake news et rumeurs. Mais les médias professionnels y compris la radio, la TV et la presse écrite ne sont pas de reste et utilisent parfois les réseaux sociaux comme une source d'information. Malgré la prolifération des fausses nouvelles, il n'existe pas vraiment de site web spécialisé dans leur traitement. La chaîne Real TV disposerait d'un programme qui révèle certaines fausses nouvelles. Il existe également un réseau de factcheckers amateurs, [Factivistes](#), qui sensibilise sur différentes plate-formes les jeunes au sujet de la désinformation. D'après certains observateurs du secteur, les initiatives de vérification des faits pourraient être perçues négativement par des professionnels des médias comme portant atteinte à la crédibilité des médias et du travail des journalistes.

Les journalistes et les médias n'ont aucune idée réellement de la manière dont opère un bureau de vérification des faits et des différentes techniques de factchecking. Aucun journaliste sur Madagascar n'a été formé sur le factchecking et il est difficile de mesurer l'ampleur du phénomène de la désinformation. Mais les professionnels des médias s'accordent tous pour dire que le flot de fausse information est important et qu'il s'est amplifié notamment avec la pandémie. Les élections, les tensions politiques et les faits polémiques comme récemment le scandale de la contrebande 73 kg d'or sont des catalyseurs de rumeurs et de fausses informations. 92% des journalistes considèrent les réseaux sociaux comme le principal vecteur de fausses informations.

Vecteurs de fausses informations	
Radio	15%
TV	12%
Presse écrite	19%
En ligne	19%
Réseaux sociaux	92%

Au début de la pandémie et de la polémique autour du remède CVO Covid Organics, de fausses déclarations du président Rajoelina annonçant le retrait de Madagascar de l'OMS ont été largement diffusées dans et en dehors du pays. Un autre incident avec les faux tests positifs (De nombreux tests auraient été contaminés en amont) de l'institut Pasteur a donné lieu à de nombreuses rumeurs et fausses informations.

La difficulté de la lutte contre la désinformation réside également dans l'utilisation de la propagation de fausses nouvelles comme un chef d'accusation à l'encontre de journalistes comme cela a été le cas pour la journaliste Arphine Rahelisoa arrêtée pour avoir critiqué la gestion de la crise sanitaire par le président. Comme évoqué par RSF, au cours des dernières années, les médias ont été régulièrement intimidés et menacés par le pouvoir exécutif et les forces de sécurité à Madagascar notamment par le harcèlement judiciaire et l'usage abusif des délits de "diffamation" ou de l'arbitraire "diffusion de fausses nouvelles."

Impact du Covid

En 1^{er} lieu, la crise sanitaire a eu un impact économique sur les médias qui s'est manifesté par des cessations d'activités, des licenciements et des réductions de salaire. Il est trop tôt pour mesurer l'impact sur le long terme et alors que de nombreux médias souffrent d'une réduction importante des revenus publicitaires. Mais la pandémie a eu d'autres effets comme dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, limitation de la liberté d'expression et prolifération des rumeurs et fausses informations. Les journalistes consultés se sont exprimés sur les différents impacts du Covid 19 avec au 1^{er} rang les risques de contamination élevés dans l'exercice de leur métier. Le journalisme a rapidement été reconnu comme un service essentiel.



Comme de nombreux métiers et secteurs, les journalistes et les médias ont dû s'adapter au contexte et aux restrictions sanitaires à commencer par le télétravail ce qui relevait d'un défi à la fois technique et organisationnel. Pour les journalistes, l'impact le plus important du Covid est sur le changement dans la façon de travailler avec des conseils de rédaction et autres groupes de travail en ligne. La crainte est de voir s'institutionnaliser un journalisme de bureau qui gère ses sujets à distance avec des sources de seconde main.

Impacts Covid	
Licenciement	23%
Réduction des salaires	38%
Liberté d'expression limitation	42%
Augmentation des rumeurs et fausses informations	35%
Risque de contamination journalistes	69%
Changement façon de travailler	69%

Conclusions

Plusieurs interventions touchant au secteur média ont été initiées par le passé proposant des formations ou stimulant la production de contenus. Pour autant, si l'expertise locale sur Madagascar est disponible dans de nombreux domaines, les organisations professionnelles des médias sont fragiles et manquent de capacités institutionnelles pour aider à structurer le secteur. La plupart de ces organisations pourraient contribuer de manière essentielle au renforcement du secteur. Ces structures n'ont bénéficié pour la plupart que de financements épisodiques qui ont eu des effets limités sur le renforcement de leurs capacités.

Au vu des conséquences de la crise sanitaire sur la liberté d'expression et des clivages et tensions politiques exacerbées, une intervention centrée sur le secteur des médias pourrait permettre d'ouvrir des espaces de débats apaisés, d'offrir une plus grande diversité de contenus de qualité et fondés sur des sources fiables et d'accompagner dans de meilleures conditions les échéances électorales à venir. Pour répondre aux différents enjeux de gouvernance à Madagascar, il est incontournable de s'assurer qu'il y ait un écosystème de l'information sain contribuant au débat démocratique. Toute intervention devrait s'axer en priorité sur un renforcement des acteurs locaux et des organisations professionnelles des médias.

Recommandations :

- Lancer une analyse approfondie du cadre juridique afin de mieux comprendre les textes d'applications qui pourraient consolider la loi sur la communication médiatisée et une meilleure protection des journalistes ; Accompagner l'adoption



de la loi sur l'accès à l'information notamment par un travail de sensibilisation auprès des acteurs ;

- Renforcer les capacités de l'OJM pour la mise en place d'un monitoring systématique des atteintes à la liberté de la presse, documentant toutes les violations ;
- Apporter aux journalistes (Notamment les femmes), médias et autres activistes de la société civile des notions clés de sécurité digitale ;
- Renforcer les capacités et les moyens des médias indépendants existants et stimuler la production de contenus d'information sur des questions clés de gouvernance, de genre ou lié à l'environnement et au changement climatique ;
- Encourager et initier des programmes de débats et des espaces de discussions sur des questions clés de gouvernance et sur des sujets concernant des groupes marginalisés comme les femmes, les jeunes, les communautés rurales, etc ;
- Dans le contexte des élections à venir, encourager une couverture neutre et impartiale des campagnes électorales par des activités de formation et de sensibilisation ;
- Renforcer les capacités des journalistes par la mise en place de formations/mentoring et de curriculums pratiques sur la déontologie, les notions de bases et les fondamentaux du journalisme ; Compléter ces formations par des formations sur le journalisme mobile, le fact-checking et des formations thématiques ;
- Développer les compétences d'un noyau de techniciens spécialisés dans l'audio-visuel à même d'assister les radios et les télévisions dans les obstacles techniques auxquels elles font face ; Encourager des formations techniques existantes à intégrer cette spécialisation ; Apporter un soutien matériel et en équipements à des radios ou chaîne de TV indépendantes ;
- Stimuler et appuyer l'émergence d'initiatives de journalistes citoyens en ligne et hors ligne ;
- Renforcer et appuyer les organisations professionnelles des médias (OJM, coalition des radios, associations de journalistes, etc) afin qu'elles structurent et auto-régulent le secteur ;
- Développer une culture du fact checking et initier des initiatives de vérifications des faits, prévention des rumeurs et discours de haine ;
- Réaliser une étude en profondeur sur les besoins d'information des malgaches et des différentes communautés ;
- Appuyer des initiatives au niveau communautaire utilisant les vidéo clubs, le cinéma mobile, les caricatures ou le photojournalisme pour engager les communautés et le public sur différentes problématiques ;



- Soutenir des médias indépendant dans le renforcement de leur business model et de leur résilience économique afin notamment de diversifier leurs sources de retenus et encourager des business model innovants dans le secteur des médias ;
- Soutenir les médias dans leur transition numérique ;
- Commissionner des enquêtes pour mesurer l’audience des médias et les habitudes de consommation et assister les médias sur la manière dont ils peuvent utiliser ces enquêtes ;
- Encourager une meilleure collaboration entre les médias et la société civile notamment en formant la société civile sur des stratégies de communication, l’utilisation des réseaux sociaux et des médias.



Annexe 1 : Notices biographiques

Agence Ecofin, <https://www.agenceecofin.com/internet/0505-76313-classement-des-pays-africains-selon-le-cout-moyen-d-1gb-mobile-la-somalie-devance-tout-le-monde>

Agence Ecofin, https://1e8q3q16vyc81g8l3h3md6q5f5e-wpengine.netdna-ssl.com/wp-content/uploads/2021/04/3522_RegionalReport_Africa.pdf

Alliance for Affordable Internet, Africa Affordability report 2020, [3522_RegionalReport_Africa.pdf \(netdna-ssl.com\)](https://1e8q3q16vyc81g8l3h3md6q5f5e-wpengine.netdna-ssl.com/wp-content/uploads/2021/04/3522_RegionalReport_Africa.pdf)

[Amnesty International, Madagascar : Sur fond de Covid-19, Une journaliste se retrouve en détention préventive alors que les autorités continuent d'intimider la profession, 08/04/2020](#)

[Andrew Lee Trust & Media Support, the contribution of radio broadcasting to the millennium development goals in Southern Madagascar, January 2007](#)

[Communication Idea Development \(CID\)/PEV Madagascar, Les médias Malgaches face aux défis de l'indépendance et de l'apaisement, Février 2018](#)

Friedrich-Ebert-Stiftung (FES), [Baromètre des médias africains, Madagascar 2019](#)

Friedrich Ebert Stiftung (FES), [Les impacts de la structure de la propriété des médias sur la couverture médiatique, la représentation politique et le travail du journaliste, 2019](#)

Friedrich Ebert Stiftung (FES), [La protection du journaliste \(fes.de\), 2019](#)

[Ilontsera, Evaluation initiale du projet du Studio Sifaka, 03/09/2019](#)

Malagasy tech, <https://malagasy.tech/chiffre-cle/>

[MICS, Mass Media, Communication and Internet, Madagascar 2018, MICS6-Madagascar-2018-Media.pdf](#)

Midi Madagasikara, [Loi sur l'accès à l'information : la société civile interpelle le gouvernement, 12/06/2020](#)

[No comment, Tribune : Ordre des journalistes de Madagascar : En toute indépendance ? 06/11/2020](#)

[Politika n°23, Droit de regard sur la presse, Juin-Juillet 2021, FES-PK-23-1-1.pdf](#)

Reporters Sans Frontières, [Coronavirus à Madagascar : une chaîne de télé victime d'un acte de sabotage, 15/04/2020](#)



Reporter Sans Frontières, [Covid-19 à Madagascar : RSF appelle les autorités à laisser les journalistes travailler librement](#), 29/04/2021

Reporters Sans Frontières, [Près de 80 stations audiovisuelles fermées depuis la fin de l'été |RSF](#), 15/10/2010

Stileex, TV Audiometry in Madagascar 2019, <https://stileex.xyz/en/madagascar-tv-audimetry-2019/>

Stileex, Information in Madagascar: Do Tanarivians trust the medias? 20/11/2018, <https://stileex.xyz/en/trust-media-madagascar/>

Studio Sifaka, « ...Présenter les faits tels qu'ils sont et non les biaiser » - Les journalistes au-devant de leurs responsabilités - Studio Sifaka - Actu, musique, conseils et débats pour les jeunes à Madagascar

UNESCO, [Etude sur le développement des médias à Madagascar, 2017](#)

UNDP/UNDEF, [La communication pour l'empowerment à Madagascar, Une évaluation des besoins communautaires](#), 2008

